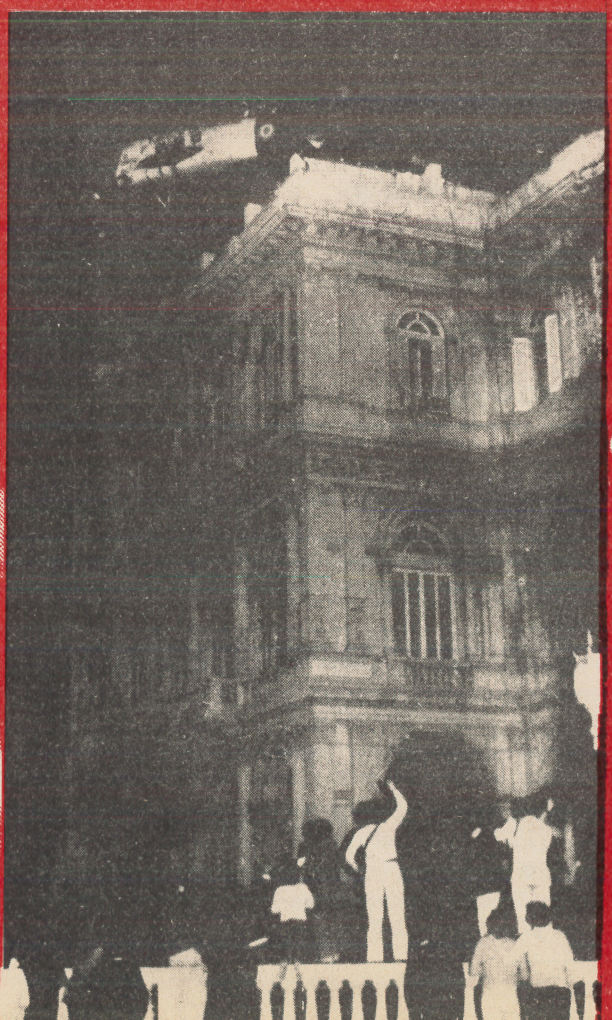
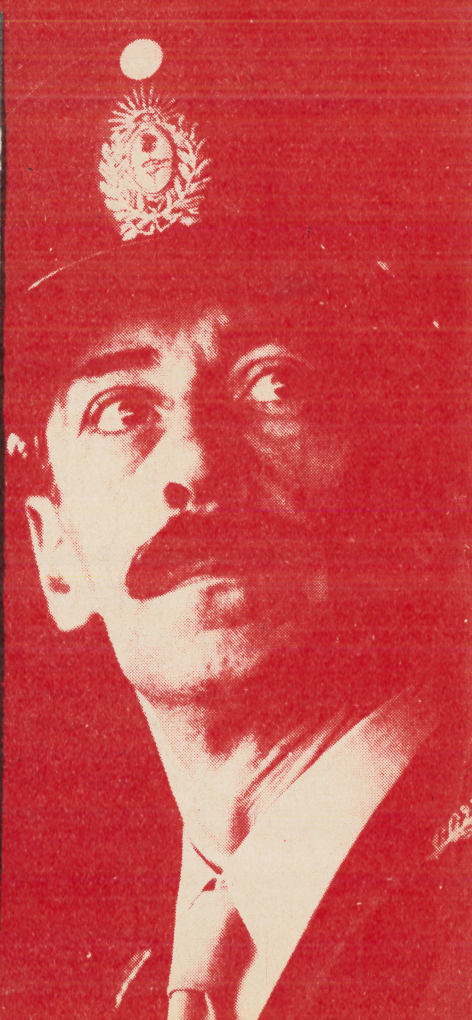
inprecor

correspondance de presse internationale

bimensuel n°49 15 avril 1976 30fb, 4ff, 2,5fs

ARGENTINE
coup d'état militaire





inprecor correspondance de presse internationale

N° 49 15 avril 1976

* sommaire *

ARGENTINE page 3
Devant l'irrésistible naufrage du péronisme,
la junte militaire tente de sauver le capitalisme.
V. Lopez

PORTUGAL page 7
25 novembre-25 avril
A. Udry et C. Michaloux

ESPAGNE page 14
Communiqué de la LCR-ETA(VI)
Déclaration de la "Coordination Démocratique"

FRANCE page 17
Après les élections cantonnales
Résolution du CC de la LCR des 3 et 4 avril 1976

ISRAEL page 22
L'arrière-plan de la révolte arabe
Jon Rothschild

SRI LANKA page 30
grève générale

LES NOTRES page 32
Ettore Salvini (1938-1976)

*

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - 1000 Bruxelles - Belgique
Correspondance de Presse Internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.
ABONNEMENTS : 1 an -- 25 exemplaires : FF 80; FS 45; FB 650; $can 17
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : $24 par an. Pour les autres pays, s'adresser à la rédaction.
Pour tout réglement (sauf la France) : Gisela SCHOLTZ, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 Bruxelles - Compte courant n°210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : ROUGE, 2 rue Richard Lenoir, 93100-MONTREUIL

V.LOPEZ

ARGENTINE

DEVANT L'IRRESISTIBLE NAUFRAGE DU PERONISME

LA JUNTE MILITAIRE TENTE DE SAUVER LE CAPITALISME

Le coup d'Etat du général Videla (derrière lequel se profile le général Lanusse) est le résultat de quatre tendances qui dominent aujourd'hui la réalité sociale, économique et politique en Argentine : l'échec du projet péroniste de contenir la combativité ouvrière dans un cadre d'"unité nationale" et de collaboration de classes, sous l'égide d'un Bonaparte charismatique soutenu par une bureaucratie syndicale encore hégémonique dans la classe ouvrière; la perte de contrôle de cette bureaucratie sur des secteurs croissants des masses comme ce fut démontré par la grève générale victorieuse de juin 1975 contre le plan économique du ministre Rodrigo et par l'apparition ultérieure de nouveaux organes d'auto-organisation des travailleurs : les coordinatrices régionales; la crise de direction de la bourgeoisie, qui a conduit d'abord au fractionnement du mouvement péroniste, puis à l'échec des tentatives du leader radical Balbin de substituer au gouvernement d'Isabelita un autre gouvernement "constitutionnel d'union nationale" autour de sa propre personne; l'aggravation de la crise économique pour laquelle plus aucune issue n'était visible dans le cadre du régime capitaliste, en dehors d'une répression de la combativité ouvrière, et la pression croissante de l'impérialisme en vue d'imposer une telle répression.

la faillite du péronisme

Historiquement, la deuxième expérience du péronisme au pouvoir a échoué pour des raisons analogues à la première : l'impossibilité de concilier les exigences d'une économie capitaliste avec celles d'une classe ouvrière hautement organisée et très combative à partir du moment où l'évolution défavorable de la conjoncture économique enleva à la bourgeoisie argentine les marges de manœuvre nécessaires pour concéder des réformes aux travailleurs sans menacer la rentabilité des entreprises.

Le rôle concret que joua au milieu des années 50 l'épuisement des réserves de devises accumulées au cours et au lendemain immédiat de la deuxième guerre mondiale fut joué cette fois-ci par le freinage brutal des importations de produits agricoles argentins par les pays de la CEE et par les répercussions négatives de la récession généralisée de l'économie capitaliste internationale sur l'économie argentine. L'espoir qu'avait caressé Peron d'un afflux massif de capitaux européens et japonais vers l'Argentine fut déjoué à la fois par l'évolution défavorable de la balance des paiements de l'Europe capitaliste et du Japon en 1974-75, et par la crainte du capital international de ne pouvoir venir

à bout de la puissante combativité de la classe ouvrière argentine.

Cependant, le deuxième régime péroniste s'achève dans un climat politique et social sensiblement différent de celui provoqué par la "révolution libératrice" de 1955. A cette époque, le coup d'Etat anti-péroniste intervint avant que la classe ouvrière n'ait vécu dans son niveau de vie et dans sa chair les effets négatifs de la politique de collaboration de classes de la bureaucratie péroniste de la CGT. Le déclin brutal du niveau de vie succéda aux conquêtes ouvrières de l'époque péroniste. Les illusions dans le péronisme restèrent donc intactes. Mieux, à la lumière de la misère provoquée par les régimes post-péronistes, les conditions de vie et de travail sous Peron apparurent, rétrospectivement, comme idylliques. Le mécontentement croissant qui avait accompagné la fin du péronisme-première-mouture fut vite oublié.

Cette fois-ci, le déclin brutal du niveau de vie des travailleurs précède la chûte du péronisme-seconde-mouture. Le désenchantement est brutal et profond. La bureaucratie centrale de la CGT, impliquée dans d'innombrables scandales de corruption, en partie co-responsable du gangstérisme assassin de Lopes Rega et de l'AAA (Alliance Anticommuniste Argentine), est si profondément discréditée qu'au cours des grandes luttes ouvrières qui se déroulèrent contre le plan Mondelli, de nombreuses assemblées ouvrières réclamèrent la démission de la direction de la CGT simultanément à la démission du gouvernement. Cette fois-ci, la crise du péronisme semble bien définitive.

l'échec du plan Mondelli

Après avoir fait échouer par une grève générale foudroyante, débordant complètement la direction péroniste des syndicats, le plan Rodrigo dit "plan de famine" en juin 1975, la classe ouvrière argentine avait en fait ouvert une crise de régime en Argentine. Pendant les neuf mois qui ont succédé à la grève générale victorieuse contre le plan Rodrigo, cette crise a de plus en plus provoqué la paralysie et la décomposition avancée du pouvoir bourgeois : échecs successifs des plans des ministres de l'Economie : Bonanni, Cafiero et Mondelli; fuite précipitée de Lopez Rega, l'"éminence grise" d'Isabelita Peron; découverte de scandales de corruption en chaîne, ainsi que des preuves de la complicité de la police et du gouvernement dans les assassinats perpétrés par l'AAA; désorganisation de plus en plus prononcée de l'économie, avec l'apparition, côte-à-côte, d'une inflation galopante (423% d'augmentation des prix en 12 mois), d'un chômage élevé et d'une pénurie croissante de toute une série de denrées de première nécessité (viande, œufs, articles d'épicerie); cassure verticale de l'appareil péroniste, d'abord sur le plan politique puis sur le plan syndical. Le coup d'Etat militaire apparut comme le seul moyen pour rétablir un pouvoir bourgeois un tant soit peu unifié et efficace.

Alors que la combativité ouvrière mit en échec les projets successifs d'"assainir" l'économie sur le dos des masses laborieuses, portant des coups mortels à l'hégémonie de la bureaucratie péroniste au sein de la classe ouvrière, le rythme d'apparition d'une direction ouvrière de rechange était bien plus lent que celui de l'effritement du contrôle péroniste. Ce fut là l'aspect dangereux de l'évolution, bien perçu par les révolutionnaires, la "faillite" dans laquelle le projet des militaires put s'introduire. On s'en aperçut nettement lors des mobilisations qui mirent en échec le plan Mondelli.

Ce fut le sixième projet d'"assainissement économique" depuis le retour au pouvoir des péronistes. Il fut mis en échec par la classe ouvrière plus rapidement encore que les projets précédents. Il voulut limiter les augmentations de salaire inter-professionnelles d'abord à 12% puis à 20%, alors que le coût de la vie avait augmenté de plus de 400% (une latitude fut tolérée pour des augmentations additionnelles, mais encore fort limitées, dans certaines branches). L'"assainissement" des finances publiques devait être obtenu par le licenciement de 500 à 700.000 travailleurs de la fonction publique. La bureaucratie de la CGT avait donné son accord pour l'application du plan Mondelli. La réaction de la classe ouvrière fut rapide et puissante : rejet total, déclenchement de grèves spontanées, élimination des délégués et des commissions internes qui avaient suivi la bureaucratie centrale pour appuyer le plan, leur remplacement par des commissions provisoires, désignation de délégués avec mandat impératif de réclamer la grève générale dans les assemblées syndicales.

Mais après avoir d'abord appuyé les mobilisations, les dirigeants des principaux syndicats, notamment de l'UOM (métallurgistes) et de la SMATA (syndicat de l'automobile) firent une volte-face de dernière minute. Ils proposèrent de ne pas s'engager dans une grève générale, afin de ne pas encourager un coup d'Etat militaire. "La grève générale, c'est l'arme de dernier recours contre le coup d'Etat".

Le résultat était couru d'avance. Divisée et désorientée, la classe ouvrière lutta en ordre dispersé contre les mesures économiques anti-ouvrières et fut, dans ces conditions, peu prête à suivre l'appel à la grève générale contre le coup d'Etat du 24 mars, que la direction de la CGT lança du bout des lèvres.

Au cours des neuf derniers mois, de nouvelles formes d'auto-organisation de la classe ouvrière, les coordinatrices régionales, avaient surgi à de nombreux endroits : à Cordoba, dans le Nord, à La Plata, dans la banlieue ouest de Bue-

nos Aires, dans les zones San Martin et Vicente Lopez du Grand-Buenos-Aires, etc. Ces coordinatrices ont joué un rôle croissant pour organiser la résistance ouvrière contre les plans de misère des gouvernements péronistes successifs. Contre Mondelli, elles ont réussi de puissantes mobilisations, allant jusqu'à des manifestations de trente mille personnes et plus.

Mais pour renverser le gouvernement et la direction de la CGT, et rendre crédible une solution de rechange de la crise politique, sociale et économique, il aurait fallu aboutir à une centralisation des coordinatrices à l'échelle nationale, seule capable d'organiser une grève générale. Ce congrès national ouvrier, ou congrès ouvrier et populaire, ou coordinatrice nationale, ne vit point le jour. La spontanéité ouvrière comme les coordinatrices régionales étaient suffisantes pour paralyser le régime péroniste. Elles furent insuffisantes pour imposer le triomphe d'une solution ouvrière, anti-capitaliste, socialiste, de la crise. C'est dans ces conditions de vacance totale du pouvoir que l'armée put frapper impunément, sans rencontrer de résistance massive ou organisée.

manoeuvres militaires et divisions péronistes

Les chefs militaires manœuvrèrent d'ailleurs de manière habile en permettant au régime péroniste de se discréditer totalement. Retardant le coup d'Etat, malgré l'impatience croissante des officiers d'extrême-droite et de l'impérialisme, ils entraînèrent la bureaucratie de la CGT dans le guet-apens d'appui au plan Mondelli, qui tua dans l'œuf tout espoir d'une résistance contre le coup d'Etat imminent autour de la CGT. Entre temps, ils centralisèrent dans leurs mains tout l'appareil de répression, tant fédéral que provincial, et firent désigner le chef du Deuxième Commandement de l'Armée comme chef de la police fédérale, mettant ainsi tranquillement, ouvertement et légalement, en place tout le dispositif du coup d'Etat victorieux.
Mieux, tirant profit des divisions de plus en plus profondes qui déchirent la bureaucratie péroniste, tant au niveau du "parti justicialiste" qu'à celui des syndicats, ils accentuèrent la confusion en s'engageant dans des négociations semi-publiques avec une fraction non négligeable de l'appareil péroniste. Ainsi, une quarantaine de syndicats refusèrent de se joindre à l'appel à la grève générale contre le coup d'Etat, lancé par les 62 organisations de la CGT dirigées par le chef métallurgiste Miguel. Le gouverneur de Buenos Aires, Calabro, qui apparut dans le rôle démagogique d'un "péroniste de gauche" pendant les mois qui précédèrent le coup d'Etat et s'opposa d'abord violemment au plan Mondelli, fit une volte-face sensationnelle et joua le rôle de complice ouvert des militaires.

Si les divisions au sein du péronisme portèrent le coup de grâce à ce mouvement, elles semèrent beaucoup de désarroi au sein des masses laborieuses. A côté de tentatives de recommencer une aventure populiste surnagent aujourd'hui quelques courants "classistes" (de lutte de classe) au sein du mouvement syndical, ainsi qu'une Jeunesse Péroniste engagée dans une orientation (mais est-ce définitivement ?) de rupture avec la collaboration de classes.

La forme même qu'a prise le coup d'Etat, et les premières mesures de junte Videla-Massera-Agosti, confirment l'astuce politique des militaires actuellement au pouvoir. La junte se garde bien de heurter de front l'ensemble du mouvement ouvrier. Elle pratique pour le moment une répression sélective. Seules six organisations révolutionnaires, qui se réclament du trotskysme et du maoisme, dont le PST, section sympathisante de la IV° Internationale, sont définitivement interdites. Les Montoneros étaient déjà interdits sous le gouvernement d'Isabelita. Quant aux autres organisations ouvrières, comme le PCA (Parti Communiste Argentin), elles ne sont pas suspendues pour l'instant. De même le péronisme n'est pas officiellement frappé.

Seuls les bureaucrates syndicaux qui avaient appelé à la grève générale contre le coup d'Etat sont arrêtés (sans d'ailleurs avoir été maltraités jusqu'ici). Les autres, on les laisse pour le moment tranquilles. Ce n'est donc point un régime à la Pinochet. Du moins, pas encore.

Car le dilemme de la junte reste fondamentalement le même que celui du régime péroniste. Une chose est d'essayer de diviser la classe ouvrière et la paralyser momentanément. Autre chose est de désamorcer à plus long terme son potentiel de combat. Or, sans briser cette combativité, le plan économique de la junte - qui consiste à combattre la stagnation économique par un retour à la "libre entreprise", aux investissements de capitaux étrangers dans le secteur pétrolier, au rétablissement du taux de profit - risque d'échouer comme avaient échoué les plans Gelbard, Rodrigo, Mondelli.
C'est pourquoi le droit de grève est d'ores et déjà suspendu. C'est pourquoi une épuration "silencieuse" commence dans les grandes entreprises, contre les militants ouvriers les plus combatifs : 70 délégués syndicaux aux Aciéries Astarea, une grande partie des délégués de chez Ford, de nombreux délégués de Mercedes Benz, de General Motors, la majorité des membres de la "commission interne" de Terrabuai, etc. sont arrêtés. C'est pourquoi le 6 avril, pour la première fois, une série de délégués syndicaux ont été condamnés à des peines de prison très élevées pour détention d'armes. C'est pourquoi la terreur contre les sympathisants présumés de la guérilla se déchaîne avec plus de férocité que jamais.

Si on ajoute à cette répression les arrestations

perpétrées sous le règne d'Isabelita (dont l'arrestation de notre camarade Paez, ex-dirigeant de SITRAN-SITRAC, ex-candidat du PST à la vice-présidence de la République, ainsi que les centaines de militants ouvriers assassinés par l'AAA, on comprend pourquoi l'émergence d'une direction de rechange de la classe ouvrière à l'échelle nationale est lente et difficile.

Le caractère réactionnaire et anti-ouvrier de la politique économique de la junte est évident: renvoi sine die des commissions paritaires que le gouvernement péroniste avait convoquées pour le mois d'avril, en vue d'une discussion des conditions de travail; maintien du blocage des augmentations de salaire à 20%; promesse au patronat d'une révocation de la Loi sur les Contrats de Travail qui entravent les licenciements de main-d'œuvre. La personnalité du nouveau ministre de l'Economie, Jose Alfredo Martinez de Hoz, est d'ailleurs significative. Il avait déjà occupé le même poste lors du coup d'Etat militaire de 1962. Il siège dans le conseil d'administration de plusieurs grandes firmes capitalistes et est le président du Consejo Comercial Argentino (Conseil Commercial Argentin), une des principales associations patronales du pays. Ses liens avec le secteur de l'oligarchie des propriétaires fonciers et des secteurs de l'exportation sont bien connus.

La junte pourra-t-elle maintenir un équilibre instable entre une répression sélective et une tentative de manœuvrer avec certains secteurs du mouvement ouvrier ? A condition que la classe ouvrière reste passive. Mais la détérioration du niveau de vie est telle que cette passivité est plus que douteuse, pour autant que des marges d'actions de classe non violemment réprimées subsistent. Comme en Uruguay, on risque donc de passer graduellement d'une répression sélective à une répression généralisée, si la riposte massive des travailleurs ne brise pas à temps la force des militaires.

la pression impérialiste

La pression impérialiste a nettement encouragé le coup d'Etat. L'impérialisme avait joué la carte de Peron, aussi longtemps que celui-ci paru capable de canaliser la combativité ouvrière vers des objectifs compatibles avec le maintien du régime capitaliste. Lorsque le débordement du péronisme apparut comme irréversible, ce mouvement avait perdu toute utilité aux yeux du capital international. De là le refus brutal de crédits de la part du Fonds Monétaire International au dernier cabinet péroniste. De là l'octroi d'un crédit de 127, 6 millions de dollars, 24 heures après la victoire du coup d'Etat militaire, et la promesse d'un crédit stand-by de 300 millions de dollars.

L'état d'asphyxie financière sur lequel avait débouché le régime péroniste contribua grandement à l'efficacité de la pression impérialiste. Quelques jours avant le coup d'Etat, la trésorerie argentine était dans l'incapacité de rembourser un prêt modeste de 30 millions de dollars de la Chase Manhattan Bank qui venait à échéance, et qui dût être prorogé à la dernière minute...

Pour l'impérialisme, l'établissement d'une dictature militaire en Argentine achève la "pacification" du cône sud du continent sud-américain. Elle doit permettre une unification des régimes politiques de ce cône sud, autour de la dictature militaire brésilienne, afin de créer un puissant relai pro-impérialiste non seulement sur le continent mais dans l'Atlantique-Sud, où la victoire du MPLA crée le risque d'établissement de bases navales soviétiques sur la côte africaine.

Malgré la rivalité entre l'Argentine et le Brésil qui subsiste, et qui a des racines économiques bourgeoises évidentes, indépendamment des formes de gouvernement bourgeois qui prévalent à Brasilia et à Buenos Aires, cette alliance est plus près d'être forgée sous Videla que sous Campora ou sous Peron. Il est d'ailleurs possible que la politique économique et commerciale "libérale" de la junte, qui correspond aux vœux de l'impérialisme et de l'oligarchie, l'amènera à prendre ses distances vis-à-vis du projet du "plan Andin", qui gênait fortement l'hégémonie du capitalisme brésilien dans de nombreux pays sud-américains.

Par ailleurs, la faillite historique du péronisme semble clore le cycle de montée et de déclin du populisme nationaliste, à direction bourgeoise et à base ouvrière et idéologie anti-impérialiste, en Amérique du Sud. Elle le clôt dans des conditions négatives, puisque la lutte ouvrière sera plus dure sous la junte que sous le régime péroniste. Mais elle le clôt sans une défaite écrasante de la classe ouvrière. La possibilité d'une remontée par étapes - comme celle qui est en train de se produire en Bolivie - reste donc acquise, si entre-temps une défaite écrasante peut être évitée.

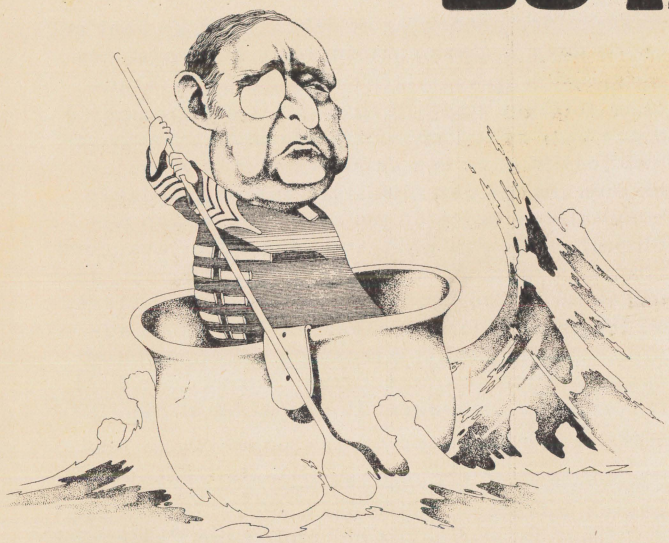
Cette remontée pourrait dès lors se produire sous le signe d'une conquête de l'autonomie politique par la classe ouvrière argentine. Vu la force numérique et organisationnelle de cette classe, vu son niveau exceptionnel de combativité, cette autonomie politique modifierait radicalement la situation non seulement en Argentine, mais dans toute l'Amérique du Sud.

le 7 avril 1976

PORTUGAL

A.UDRY & C.MICHALOUX

25 novembre - 25 avril



Le 11 mars 1975 avait été le premier acte des élections du 25 avril de la même année. Le 25 novembre introduit la campagne électorale ouverte officiellement le 4 avril 1976 au Portugal. L'Assemblée Constituante, avec sa majorité de partis ouvriers, reflétait la montée des luttes depuis décembre 1974 et augurait, en quelque sorte, de l'essor des mobilisations qui ont atteint leur apogée en novembre 1975.
Cette fois, la bourgeoisie cherche à sceller sur le plan électoral l'avantage acquis à l'issu des opérations militaires du 25 novembre, afin de disposer d'un nouveau levier pour faire sauter les acquis du mouvement ouvrier. Cependant, depuis la mi-mars, elle réalise que, même en cas de majorité pour les partis de droite, les élections ne seront pas la conclusion du processus enclenché le 25 novembre. La stabilité n'est pas à la porte, les atermoiements dans le camp bourgeois ne font qu'en témoigner, comme les velléités putschistes de divers secteurs militaires.

LA CLASSE OUVRIERE MARQUE LE PAS !

Avec le 25 novembre prit fin la période de montée semi-spontanée et semi-consciente du mouvement de masse.
Confrontée au dilemme restauration de l'autorité des institutions de l'Etat bourgeois ou renforcement du "pouvoir parallèle des travailleurs", la bourgeoisie se rassembla et manifesta une unité de décision et de commandement inédite au moins depuis septembre 1974.
Matériellement, les commandos d'Amadora ne défirent que l'avant-garde des soldats de la région militaire de Lisbonne. Mais, ce en quoi résidait l'essentiel de la démonstration de la bourgeoisie, c'était l'apparition soudaine et frappante de sa volonté centralisée. Avec toutes les limites de l'analogie, le 25 novembre se rapproche donc plus de la fonction du discours de de Gaulle du 31 mai 1968 que d'un simple coup de force militaire.
Face à cela est mise à nu la fragilité fondamentale de la classe ouvrière portugaise, engendrée par les 48 ans de régime corporatiste : le manque d'expérience et de capacité d'intervention autonome sur le plan politique, même si des progrès importants avaient été accomplis durant les deux dernières années. La crise de l'appareil d'Etat - sous les coups de boutoir conjugués de la révolution coloniale, de la montée ouvrière et de la désagrégation de l'armée - avait masqué cette faiblesse. Ainsi, la maturité objective de la situation en automne - qui portait en elle des exigences politiques, débouchant sur la centralisation effective des organes embryonnaires de pouvoir prolétarien - ne fit qu'éclairer d'une lumière plus crue l'insuffisance du facteur subjectif sous son double aspect : le relativement bas niveau de conscience des masses et l'inexistence d'un parti révolutionnaire.

C'est donc le soir du 25 novembre que les illusions dans le MFA, nourries par ce manque de tradition d'indépendance politique de la classe ouvrière (et qui, à leur tour, contribuaient à le perpétuer), furent le plus lourdes à payer. Carvalho cautionnait à la télévision un Costa Gomes qui imposait l'état de siège, préparé dans la rue par les troupes de Jaimes Neves.
Désorientée par cette mutation brusque du contexte politique et du cadre dans lequel elle pouvait lancer ses mobilisations, laissée sans alternative par les partis réformistes qui, soit ont appelé l'intervention des commandos (PS), soit se sont pliés devant les décisions des militaires (PCP), la classe ouvrière marquait le pas.

Dans un champ politique dont les contours sont brutalement modifiés, les travailleurs se trouvent contraints de réorganiser et de renforcer

les instruments de lutte (spécialement les syndicats) dont ils se sont dotés il y a moins de deux ans. Mais, ils ne peuvent faire référence à une longue expérience de lutte défensive, menée par des organisations syndicales fortement structurées, unifiant de larges secteurs de masse et reconnues par elles. Une seconde étape s'ouvre dans l'histoire du mouvement ouvrier portugais après le 25 avril 1974. Au cours de celle-ci, le prolétariat portugais doit, àla fois, tisser les mailles serrées de l'organisation syndicale, tout en y intégrant, pour la défense de ses conquêtes, les formes d'organisation et les revendications de la période précédente, fruit de la montée révolutionnaire (planification et contrôle ouvrier, CT, Assemblées générales souveraines, etc...). Cette réorientation nécessitait un certain temps. De plus, la combinaison entre les éléments du proche passé et les exigences présentes ne peut être automatique. Le terrain est certes favorable, une partie des expériences s'est déposée dans la mémoire du mouvement ouvrier, mais la faiblesse politique de l'avant-garde, ainsi que se structuration précaire, ne permettent pas de faire fructifier ces éléments. Trois mois s'écouleront avant que les travailleurs engagent une première riposte, encore largement fragmentée, face aux attaques patronales.

LES PATRONS ET LE "25 NOVEMBRE SOCIAL"

Les patrons espéraient que la suspension des contrats, décrétée le 25 novembre, permettrait de remettre en question la nature même des conventions collectives imposées par les travailleurs entre septembre et novembre 1975. En effet, les contrats couvraient des secteurs entiers et uniformisaient ainsi les revendications les plus avancées. L'axe central de l'attaque patronale et gouvernementale porte donc sur l'élimination d'une série de clauses des contrats, pour les reporter à des négociations directes au niveau des seules entreprises, afin de mettre à profit les rapports de forces plus favorables sur ce plan.

Ainsi, après la nationalisation des entreprises les plus importantes, on voulait donner l'opportunité aux patrons des moyennes et surtout des petites entreprises, dont la situation est des plus fragiles, de porter un coup très dur aux ouvriers, de supprimer les acquis codifiés dans les contrats, en utilisant abondamment le chantage à la faillite. Une fois brisées les conquêtes dans les entreprises - surtout dans le Nord du pays -, le Capital et le gouvernement escomptaient étendre leur victoire dans le secteur nationalisé. En outre, cette tactique pouvait créer les conditions d'une fragmentation accrue du mouvement revendicatif au niveau même des branches et éviter la résurgence des mobilisations de secteurs entiers, caractéristique de l'automne 1975. Cette tentative patronale se concentre avec le plus de détermination dans la métallurgie, la mécanique, la construction et les transports.

Or, dès l'expiration du délai de suspension des contrats, le premier mars, les travailleurs commencèrent à manifester leur opposition aux atteintes brutales aux acquis antérieurs.

Assemblées générales et débrayages se sont succédés dans la construction, les transports; des menaces de grève s'affirment dans des branches entières (métallurgie). Ceci s'est combiné d'une part avec l'apparition de mouvements revendicatifs dans des secteurs restés jusqu'alors en marge des mobilisations (travailleurs hospitaliers, aides en pharmacie, fonction publique) et, d'autre part, avec des luttes avancées contre la fermeture d'entreprises et la non-application des contrats (entreprises Fritz Meyer où les travailleurs occupent et exigent en administrateur public; Firestone : occupation et séquestration des directeurs; Timex : les 2000 travailleurs envisagent l'occupation et manifestent à Sao Bento).

Conjointement, les masses laborieuses portugaises entament la deuxième vague de leur syndicalisation, processus qui embrasse l'extension des effectifs syndicaux dans les secteurs déjà organisés, la pénétration syndicale dans des professions restées à l'écart du premier mouvement de structuration et, enfin, la transformation des syndicats en organisations de branches ("verticalisation", selon le vocable portugais). Le congrès des travailleurs du textile, de la laine et de l'habillement symbolise les diverses facettes de ce processus. Il marque le renforcement de l'organisation syndicale dans une branche regroupant 250.000 travailleurs dispersés dans une multitude de petites entreprises et le processus d'émergence d'un réel syndicat de branche. En outre, il exprime dans la composition de la direction élue, (PS-PC, extrême-gauche) l'aspiration unitaire et démocratique des ouvrières et ouvriers. Enfin, sa plate-forme revendicative reflète la combinaison naissante entre la seconde vague de syndicalisation et l'intégration des expériences de contrôle ouvrier et d'auto-organisation. Ainsi, le document issu de ce premier congrès affirme :"les travailleurs continueront à lutter pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, sachant cependant que seule une reconversion socialiste pourra permettre de sortir le secteur de la crise dans laquelle il se trouve et d'assurer une amélioration durable et réelle du niveau de vie et des conditions de travail (...) Seule la construction du socialisme peut permettre l'élimination du chômage et une reconversion socialiste de l'économie". Aux propositions d'autogestion en système capitaliste, les travailleurs opposent : "un contrôle ouvrier effectif par les travailleurs sur le fonctionnement d'ensemble des entreprises". De plus, en ce qui concerne le contrôle ouvrier, ils indiquent "la nécessité de subordonner la lutte sur le terrain économique à la lutte pour la fin de l'exploitation". Quant à la réorganisa-

tion syndicale, ils expliquent qu'il est nécessaire de lutter :"pour des syndicats forts, combatifs et contrôlés par tous les travailleurs (...) s'organisant sur une ligne d'indépendance face aux partis politiques, à l'Etat et aux religions, fermement anti-capitalistes et anti-impérialistes, effectivement démocratiques dans leur fonctionnement et défendant de façon intransigeante l'unité". Enfin, "les syndicats doivent participer, appuyer et stimuler la discussion parmi les travailleurs, les mobilisant au niveau des quartiers et à la campagne, contribuant ainsi à renforcer l'unité entre ouvriers et paysans et le développement de la réforme agraire" ("A Capital du 22. 3. 76)

LE PLAN DE LA C.I.P.

Confronté à ce regain d'activité des masses laborieuses, le patronat constate qu'est déjà miné le terrain que la contre-attaque gouvernementale du 25 novembre et les mesures qui y firent suite, devaient préparer.

Il escomptait que l'absence de riposte ouvrière, combinée avec une victoire électorale, permettrait non seulement une prolongation de la suspension des contrats, mais aussi la réunion des conditions nécessaires à une relance effective des investissements privés. C'est ce que récemment, la CIP (Confédération de l'Industrie Portugaise) a clairement exposé en indiquant quelle devait être la suite logique du 25 novembre pour le Capital. Vasco de Melo, patron de la CIP, aujourd'hui membre déclaré du CDS, résuma les lignes de force du programme des exploiteurs : blocage et abaissement des salaires, prolongation de la journée de travail, restriction du droit de grève et des libertés syndicales, suppression de la législation permettant l'intervention publique dans les entreprises, indemnisation accélérée des actionnaires des entreprises nationalisées, nomination des anciens patrons à la tête des entreprises publiques et reprivatisation des entreprises rentables du secteur actuellement nationalisé dans un délai de deux à trois ans.

Ce plan indique assez quelles modifications profondes des rapports de forces sociaux il est nécessaire d'opérer pour concrétiser un projet effectif et réaliste de restabilisation capitaliste.

La rage qui emplit les déclarations du CDS ou de la CIP, le déplacement à droite du PPD, comme les hésitaitons et les divisions au sein même du patronat et de la hiérarchie militaire traduisent en dernière instance la difficulté ressnetie par la bourgeoisie de réaliser de boule-versement des rapports de forces.

Le simple fait que le thème de la lutte contre "la récupération capitaliste" se retrouve dans la majeure partie des plate-formes revendicatives témoigne aussi que, du côté du prolétariat, la conscience de l'enjeu actuel s'aiguise lentement. D'ailleurs, l'apparition de débats sur la nécessité de grèves et de mobilisations par secteurs révèle la concrétisation première de cette compréhension sur le plan de l'organisation des luttes défensives. Le débat autour de la convocation d'un congrès démocratique de tous les syndicats prend, dans la phase actuelle, une importance croissante pour l'orientation de la conscience des travailleurs vers le besoin d'unification et de centralisation des mobilisations. D'autant plus que, vu la crise structurelle du capitalisme portugais, de nombreux mouvements débouchent immédiatement sur le problème de la survie de l'entreprise, de la reconversion de la branche, etc... Acela s'ajoutent les effets objectifs des nationalisations qui font que le Ministère du Travail, le gouvernement sont les interlocuteurs directs aussi bien pour les ouvriers de la Timex ou de Firestone (où se pose objectivement la question de la nationalisation) que pour ceux de la métallurgie et de la construction.

Néanmoins, la riposte reste encore fragmentée, face à une offensive patronale et gouvernementale tendant à s'articuler. L'emprise et la politique des réformistes, la division qu'ils entretiennent se couplent avec l'inexpérience d'un mouvement d'ensemble : il n'y a jamais eu de grève générale au Portugal. Dès lors, un débouché central aux luttes actuelles est improbable à brève échéance - si ce n'est la possibilité d'une riposte à une provocation d'ampleur de la bourgeoisie -, ceci constitue une élément décisif de réduction de l'impact des luttes défensives. Mais de là ne découle pas la possibilité pour le capital d'imposer graduellement l'ensemble de ses propres solutions, dans la mesure où aussi bien le renforcement organisationnel que la capacité défensive, même fragmentée, et la combativité des travailleurs constituent des obstacles qui ne peuvent être aisément franchis et qui nécessitent d'être violemment balayés. Dans ce contexte, le résultat des élections à l'Assemblée de la République (législative), non seulement apparaît incertain, mais risque fort de n'être pas le deuxième volet du projet amorcé le 25 novembre.

UN NOUVEAU BONAPARTE ?

Comptant sur la collaboration volontaire du PS et la politique de "parti responsable" du PCP,

sur la passivité des masses jusqu'aux élections et sur la possibilité de traduire nettement dans les résultats électoraux ses victoires partielles, la bourgeoisie élabora après le 25 novembre le plan suivant.
Le "pacte" entre le Conseil de la Révolution et les partis devait permettre, dès avant le 25 avril 1976, de tracer le cadre dans lequel les résultats électoraux pouvaient être rendus opératoires.

Sur la base de la restauration des institutions étatiques, d'une consolidation de l'appareil répressif, devait être installé un président de la République, candidat d'unité nationale, désigné par les militaires et plébiscité grâce à l'appui des principaux partis ouvriers et bourgeois. Ce système présidentiel devait reposer sur une affirmation politique accrue d'une petite-bourgeoisie faisant contre-poids à la classe ouvrière et sur une canalisation du mouvement ouvrier, contraint de limiter son champ d'activité aux revendications économiques. Un ensemble de lois anti-grève, anti-occupation, devait délimiter sa sphère d'initiative.

Au fond, dans un contexte différent, ressurgit là l'essentiel du projet spinoliste. L'aide économique de l'impérialisme, surtout celle des bourgeoisies européennes devait permettre de réamorcer la pompe de la "récupération capitaliste".

La pièce maîtresse d'une telle charpente n'était autre que l'inaction de la classe ouvrière et le consensus, dès lors plus aisé, des partis réformistes. Depuis la mi-mars, cette pièce se fêle. Et, alors, l'unanimité régnant le 25 novembre dans les rangs bourgeois, fait de nouveau place aux divisions, aux atermoiements. Ainsi, sur ce qui pouvait apparaître comme le point d'accord des divers courants bourgeois - la nomination d'un militaire à la charge présidentielle, plus précisément du chef de l'état-major : Ramalho Eanes - les divergences se réaffirment. Elles ne sont pas fondées sur la seule incertitude du résultat électoral, de l'ampleur du déplacement des voix, mais, avant tout, sur la compréhension que toute "solution" bourgeoise à la crise actuelle implique une confrontation avec la classe ouvrière dont le résultat est douteux, dans la mesure où l'expectative des premières semaines consécutives au 25 novembre ne s'était pas transformée en démoralisation profonde, en apathie.

C'est paradoxalement dans les rangs bourgeois qu'une certaine expectative se manifeste aujourd'hui. Si le projet d'ensemble du capital se maintient, les moyens gagnés le 25 novembre semblent encore insuffisants par rapport aux tâches. La crise de direction bourgeoise se perpétue, d'autant plus que les erreurs de prévision sur l'ampleur de la capacité de réaction du mouvement de masse ont coûté cher à la bourgeoisie en septembre 1974 et en mars 1975. Ceci ne peut qu'accroître les hésitations. Si les tenants d'une tentative de coup d'Etat existent dans les plus hautes sphères du commandement militaire, leur capacité d'unifier les rangs, comme ce fut le cas conjoncturellement le 25 novembre, est, à ne pas en douter, plus restreinte.

Le débat sur la Constitution - à savoir le droit de l'Assemblée Législative de réviser la Constution - synthétise le décalage existant entre les espoirs, les projets exprimés explicitement et les possibilités immédiates de la bourgeoisie de les concrétiser. Après avoir défendu l'Assemblée Constituante contre le "pouvoir parallèle des commissions de travailleurs", la classe dirigeante, dans la lancée du 25 novembre, met en cause l'activité même de cette Constituante. La dynamique de la "contre-révolution démocratique" se révèle ici avec clarté ! Mais, les rapports de forces fondamentaux hérités de l'automne 1975, leur traduction sur le plan des relations inter-partis - comme au sein du parti charnière qu'est le PS - et leur expression dans les conflits qui continuent à traverser la hiérarchie militaire ont fait échoué cette manœuvre de dernière heure. Les mobilisations sociales des deux dernières années, exprimées sous une certaine forme dans les articles centraux de la Constitution, n'ont pas reflué au point que l'on puisse déjà effacer leur reflet dans ce qui devrait constituer un support de la domination bourgeoisie pour les années à venir.

Dans ce contexte, le CDS se profile comme le porteur du projet effectif de la classe bourgeoise, même s'il ne peut se matérialiser dans la présente conjoncture. Son dessein ne se limite pas à l'aspect programmatique. Il repose sur la formation d'un personnel politique lié à l'impérialisme (CDU-CSU en RFA, giscardiens en France, Parti républicain aux USA) et apte à l'incarner. Il s'appuie, en outre, sur l'organisation de forces sociales dont les deux piliers sont le CAP (Confédération des Agriculteurs du Portugal) - pointe avancée de la lutte des propriétaires terriens contre la réforme agraire - et la CIP, véritable organe d'expression politique et économique du patronat portugais.

Le PPD reste, lui, au point d'intersection des contradictions au sein de la bourgeoisie et, de plus, est soumis aux pressions centrifuges de la petite-bourgeoisie urbaine - produit de l'expansion relative des années 60 - et d'une fraction de la petite-bourgeoisie rurale traditionnelle. En ce sens, quelles que soient les prétentions de leader national d'un Sâ Carneiro, le PPD traduit en tant que parti, la crise de direction de la bourgeoisie et s'affirme de moins en moins - indépendamment de sa surface électorale - comme l'agent possible d'une remise en ordre des affaires de la bourgeoisie. Il reste le parti bourgeois de l'instabilité sociale et de la crise politique.

LES PARTIS OUVRIERS

Selon la conception en vigueur dans le PS, et

comme le déclare son secrétaire Mario Soarès "Le 25 novembre a sauvé la révolution... Le 25 novembre a d'un seul coup étouffé les velléités suicidaires de l'extrême-gauche et coupé l'herbe sous les pieds de l'extrême-droite. La démocratie est sortie victorieuse et renforcée de l'épreuve... (La suspension des contrats) c'était la seule politique réaliste pour affronterle chaos menaçant" (1) Soarès, comme ses pères de la social-démocratie, croit avoir "sauvé la révolution" et "sauvegardé la démocratie bourgeoise" alors qu'il a ouvert les portes à la contre-révolution. Les attaques du CAP, du CDS et du PPD contre la réforme agraire et le ministre socialiste de l'agriculture;Lopes Cardoso, les déclarations de la CIP, comme l'offensive contre la Constitution firent la preuve par neuf que, pour le Capital, la "sauvegarde de la démocratie" n'est qu'un paravent pour initier le procès de démantèlement des forces du mouvement ouvrier. La haine des patrons ne s'arrête pas aux travailleurs du PCP ou de l'extrême-gauche, elle inclut ceux du PS !

Ainsi, la direction du PS, qui nourrissait l'espoir de se présenter aux élections comme le garant naturel de l'ordre sur un fond de stabilité politique et sociale qu'elle avait contribué à bâtir, se voit confrontée aux défenseurs conséquents du véritable et seul ordre capitaliste. Et Soarès en arrive aujourd'hui, dans certains de ses discours, à en appeler à la sauvegarde du PS !

Parallèlement, la réanimation de l'activité ouvrière, des paysans pauvres et des travailleurs agricoles introduit des contradictions dans un parti qui proclame :"La situation est celle-ci : nous faisons face à une réalité où il faut trouver comment diviser le gâteau national. Le peuple portugais doit en avoir conscience". ("Portugal socialista", hebdomadaire du PS, 30.3.76, conférence de presse de Mario Soarès). Les militants syndicalistes du PS, réunis à Averio en janvier 1976, pensaient qu'il était possible, non seulement de diviser autrement ce fameux gâteau, mais encore d'en produire un au goût des travailleurs. Plus d'un ouvrier du PS, depuis lors, partage ce sentiment.

Sous cette double pression, le PS est conduit à accentuer son image de parti de gouvernement, de seul parti de gouvernement, pour tenter illusoirement d'échapper à cette contradiction en se plaçant apparamment au-dessus. Devant les travailleurs, il met donc l'accent sur son indépendance à l'égard du PPD et du CDS. Face au camp bourgeois, son refus de coalition avec le PCP devient la preuve de sa volonté de garantir la stabilité.

Non seulement ce projet exige un score électoral élevé, mais surtout il ne présente aucun intérêt stratégique pour la bourgeoisie qui prête plus d'attention au rôle rempli par les syndicats à direction socialiste dans les luttes récentes (banques, fonction publique) qu'aux déclarations de Soarès. Pour la bourgeoisie, si existe l'utilité temporaire, dans une certaine conjoncture, d'un gouvernement à colonne vertébrale PS, elle comprend où se situe le centre réel de gravité de la permanence de la crise actuelle : la nature des rapports de forces sociaux. Leur modification en sa faveur implique, au moins dans un premier moment, une attaque contre les syndicats, ceux à direction PS compris, puis une bataille contre le PS lui-même.

Le PCP, après l'opération des commandos d'Amadora, en déplaçant son projet d'alliance un cran à droite, cherche à obtenir l'appui des Melo Antunes, des Charais (ceux qu'ils nomment les "officiers démocrates"), en leur offrant le soutien de ses troupes. Les quelques mobilisations organisées par le PCP (rassemblement de l'Intersyndicale du 17 janvier et celui du 27 février 1976) ne poursuivaient que ce but, qui implique une certaine démonstration de force.

Mais, la rapide conquête des postes clés de l'armée par les spinolistes et la hiérarchie traditionnelle limitait grandement la marge de manœuvre de ces "officiers démocrates". Par ailleurs, ces derniers voulaient tout au plus que le poids du PCP s'ajoute à celui du PS, afin de contrebalancer les velléités de débordement des "opérationnels" à la Jaime Neves. Ils ne désiraient aucun lien privilégié avec le PCP. Le tir de la direction du Parti était donc un peu court !

Dès la reprise du mouvement revendicatif en mars, s'accentua la pression du chantage de la bourgeoisie et des militaires qui, avec les rapports sur le 25 novembre, forgeaient une arme pour éliminer toute incrustation du PCP dans l'appareil d'Etat. Conjointement, l'ouverture de la direction Cunhal vers le PS exigeait la multiplication de gages de bonne volonté. C'est dans ce sens que s'inscrit d'ailleurs la propagande électorale du PCP pour une "majorité de gauche", c'est-à-dire, en fait, un gouvernement PS appuyé par le PCP.

Coincé dans cet étau, soucieux d'établir un résultat électoral qui ne le marginalise pas trop, le PCP se déclare favorable à une "trève sociale" et met au rencard ses professions de foi sur la "révolution socialiste". L'éditorial d'Avante ne camoufle pas la ligne fondamentale : "Empêcher la stabilisation sociale et politique d'une situation révolutionnaire (sic !) est donc l'un des objectifs principaux de la contre-révolution dans ses efforts pour reconquérir le pouvoir... Le PCP est tout à fait d'accord sur le fait que les conflits sociaux ne doivent pas s'aiguiser les uns les autres, car ils seraient susceptibles de créer dans le pays un climat d'instabilité et de désordre favorable seulement aux desseins de la réaction... Une fois de plus, il nous faut répéter que la juste lutte pour les revendications - comme ont su le comprendre les travailleurs de la construction civile - doit être subordonnée à ces objectifs fondamentaux" (Avante du 1.4.76.)

Toutes ces capitulations n'empêchent cependant pas la bourgeoisie - encore effrayée par les évènements de l'automne 1975 - de placer au centre de ses objectifs électoraux l'élimination du PCP de l'appareil d'Etat. Par contre, elles commencent à se heurter à l'hostilité de secteurs de la classe ouvrière. Si, globalement, le PCP, au travers de l'Intersyndicale, a pu maîtriser les mobilisations des branches les plus importantes (métallurgie, construction) des débordements locaux se sont déjà produits. En outre, les travailleurs agricoles de l'Alentejo ne sont pas prêts, dans la défense matérielle des terres occupées, à conformer leur méthode de lutte à ces déclarations apaisantes.

Ainsi s'affirme la difficulté structurelle de la stratégie du PCP qui vise à stabiliser l'instabilité et, de ce fait, freine toute dynamique d'unification et de centralisation de la lutte défensive.

«CONTRE LA MENACE FASCISTE»

Ne serait-ce qu'au travers des opportunités (radio, télévision, presse) qu'elle offre aux organisations de ladite "gauche révolutionnaire", l'actuelle campagne électorale (2) pouvait être une occasion exceptionnelle de stimuler l'assimilation des multiples expériences effectuées par les masses durant deux ans, de dégager les réponses permettant d'amplifier les luttes défensives et d'indiquer un débouché politique central.

Or, les formations de l'extrême-gauche, comme le MES (Mouvement de la gauche socialiste) et le PCP(R) (Parti Communiste Portugais reconstruit) à partir d'une analyse qui centre toute la caractérisation de la période sur la menace du fascisme, développe logiquement une campagne dont la colonne vertébrale est constituée par les thèmes de la "lutte anti-fasciste", même si des différences politiques importantes se maintiennent entre ces organisations.

Ainsi, le MES écrit dans l'éditorial de Poder Popular :"Le front de combat fondamental contre le fascisme est le front des masses, l'organisation et l'unité du peuple pour la résistance qui rend possible la relance de l'initiative populaire..... La menace fasciste ne se contrôle pas, elle se combat ! Contre les manœuvres des fascistes et des impérialistes, unité, action et lutte ! Unité du peuple contre le fascisme, pour le pouvoir populaire" (5.4.76). En outre, le MES ne met en avant aucune perspective concrète pouvant fonctionner comme médiation vers une première centralisation de la riposte à l'offensive des patrons. Il fait silence sur la nécessité d'un Congrès démocratique des syndicats. Il s'oppose au droit de tendance sur le plan syndical, avec les implications que cela comporte à la fois pour l'unification des rangs ouvriers et pour briser la politique bureaucratique du PCP au niveau de l'Intersyndicale. Cette "hostilité" au droit de tendance peut être reliée à sa conception du rapport entre les partis et les "organes de pouvoir populaire". Enfin, il évacue la question d'un mot d'ordre de gouvernement qui tienne compte de l'attachement des masses aux partis réformistes, des rapports de forces entre les partis ouvriers et la bourgeoisie, de la nécessité d'unifier les rangs du prolétariat, et des revendications comme des besoins des travailleurs. Ainsi, face à une question qui est débattue en permanence dans le cadre de la campagne électorale, le MES ne donne aucune réponse claire.

Le PCP(R), qui s'est organisationnellement renforcé dans la dernière période, et son front l'UDP (Union Démocratique Populaire), attribuent à la campagne électorale le rôle suivant : "La campagne électorale doit se transformer dans un haut moment de lutte du peuple portugais pour la Liberté, le Pain et la Terre, l'Indépendance nationale, contre les deux super-puissances et les impérialismes européens... Il est essentiel de centrer la campagne électorale contre la menace fasciste et contre la misère" (résolution du Comité Central du PCP(R), Bandeira Vermelha, 1.4.76). Parce que pour lui, l'essentiel semble être le développement de son front, l'UDP, la deuxième vague de syndicalisation et tous les problèmes qui s'y rattachent ne peuvent être pris en considération centralement par le PCP(R). Dans l'ample résolution pour les élections de son CC, il ne fait même pas mention de la question syndicale.

Néanmoins, le PCP(R), dans la foulée de sa campagne "contre la menace fasciste", met en avant

un slogan gouvernemental :"Un gouvernement anti-fasciste et patriotique qui assure les conquêtes populaires, qui s'oppose avec fermeté au fascisme, et respecte la liberté du peuple, un gouvernement d'indépendance nationale qui rompt les alliances impérialistes et transforme le Portugal en un pays indépendant des super-puissances, non aligné, en relations étroites avec le tiers-monde" !

De mars à novembre 1975, la maturation de la situation politique confrontait avec une multitude de problèmes politiques complexes ces organisations, dont l'origine politique est récente, et qui ont pris racine dans un mouvement ouvrier aux traditions marxistes et communistes limitées, rarement traversé par des débats stratégiques (en dehors de ceux liés au "conflit sino-soviétique"). Ainsi, un processus de maturation sur diverses questions posées avec force par la réalité (contrôle ouvrier, auto-organisation) se combina alors avec des contours ultra-gauches tracés par les effets de la montée révolutionnaire rapide sur des organisations à l'histoire politique brève. Ce dernier aspect se révéla surtout dans l'orientation envers les réformistes (caractérisation du PS, Front unique), mais aussi dans la compréhension de la nature de la montée révolutionnaire, de la dualité du pouvoir, etc.

Le recul provoqué par le 25 novembre intervint dans le développement politique de ces organisations. Il les repousse aujourd'hui sur le terrain "rassurant" de l'"anti-fascisme" et freine l'assimilation critique de l'expérience précédente, même si un débat intéressant - mais pas trop souvent liquidé brutalement par les directions - surgit machinalement dans leurs rangs.

UNE CRISE LATENTE

Si le 25 novembre va certainement s'exprimer au niveau des résultats électoraux, le reflet risque bien d'être encore flou.

Un glissement à droite des voix - après les 58,7% totalisés par les partis ouvriers réformistes et les organisations d'extrême-gauche il y a un an - devrait être massif pour que les résultats des élections deviennent le levier direct d'une accentuation de l'attaque patronale et gouvernementale tendant à attribuer à la bourgeoisie le contrôle de nouvelles cases sur l'échiquier.

Non seulement un déplacement très net, réduisant la portion des voix des partis ouvriers à moins de 45%, est loin d'être acquis, mais, surtout, même un déplacement important des voix pourrait aboutir à un rapport de forces électoral en décalage relatif avec les relations de forces sociales, comme l'indique le redémarrage de la riposte ouvrière. Former alors un gouvernement PPD-CDS et rejeter conjointement dans l'opposition PS et PCP impliquerait le choix d'une épreuve de force sociale et politique à court terme. Cette éventualité n'est certainement pas appréciée avec la même sérénité par tous les courants de la classe dominante. Mês'il était arithmétiquement possible, le risque qu'un tel choix comporte est évident, surtout lorsque l'on est voisin d'une Espagne où les travailleurs ont déjà mis en échec les projets réformistes du franquisme.

Ces élections vont tester aussi l'équilibre des forces dans le camp bourgeois, avec la fonction de dégager une alternative pour une phase ultérieure. Dans ce sens, le renforcement électoral du CDS, comparativement à l'année précédente, - renforcement lié à la modification d'attitude de secteurs de la petite-bourgeoisie et à leur organisation - profilerait le parti de Ereitas Amaral comme l'axe politique de la contre-révolution, avec ses ramifications dans le camp militaire.

Sous les déclarations à l'assurance toute électorale, le sentiment que ces élections ne "vont rien régler" domine aujourd'hui dans la presse de la bourgeoisie portugaise. Cette crise de direction se manifestera certainement dans le débat qui présidera au choix d'un ou de plusieurs candidats présidentiels.

Un gouvernement PS, selon les vœux de Soarès, mais contrairement à ses illusions, ne serait qu'un qu'un gouvernement de crise. De même, après une période de vacance du pouvoir, pourrait s'opérer la relance du statu quo gouvernemental (un gouvernement de coalition PS-PPD, présenté comme "gouvernement de salut national", afin de le faire accepter plus aisément par la base des partis. Un "salut national" que certains militaires voudraient différent.

le 8 avril 1976

Notes

(1) Mario Soarès : Portugal, quelle révolution ? (Entretiens avec D. Pouchin - Calmann Levy).

(2) Pour les positions de la LCI, voir INPRECOR n° 47-48. Dans le prochain numéro nous publierons un extrait de sa plate-forme électorale.

espagne

La Coordination démocratique, fondée le 26 mars dernier à Madrid, regroupe les deux organisme d'opposition qui existaient depuis deux ans en Espagne : la Junte démocratique et la Plateforme de Convergence démocratique. Ils ont été rejoints par la Démocratie-chrétienne de Ruiz Jimenez (qui signe Gauche démocratique et dont le congrès vient de ratifier l'accord).

La Junte démocratique avait été fondée le 30 juill et 1974 à Paris. Elle rassemblait autour du Parti communiste, le Parti carliste et le Parti socialiste populaire. Elle se prononçait pour l'utilisation de moyens pacifiques pour, "au moment politique opportun", mener une "action démocratique nationale".

La Plateforme démocratique s'est créée un an plus tard en été 1975. Elle regroupait autour du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), le Parti nationaliste basque, la Gauche démocratique, le Mouvement communiste d'Espagne (MCE), l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (ORT), le Parti carliste et l'Union social-démocrate espagnole. Elle se prononçait pour "l'ouverture d'une période constituante" vers une "rupture négociée".

Nous publions ci-dessous la plateforme autour de laquelle s'est unifiée l'opposition démocratique, ainsi qu'une déclaration de la Ligue communiste révolutionnaire - ETA VI, (Organisation sympathisante de la IV° Internationale en Espagne) au sujet de cette unification.

DECLARATION DE LA "COORDINATION DEMOCRATIQUE"

Face à la crise générale du gouvernement et du régime et l'absence de solutions justes et efficaces aux graves problèmes du pays, ayant pleinement conscience de la responsabilité historique qui incombe à l'opposition démocratique devant le peuple d'Espagne, la Junte Démocratique d'Espagne et la Plate-forme de convergence démocratique ont décidé, en ce jour, leur dissolution et la constitution simultanée d'un seul organe d'opposition, dénommé Coordination démocratique, comme moyen indispensable d'offrir à la société espagnole une réelle alternative de pouvoir capable de transformer, par voie pacifique, l'Etat actuel en Etat démocratique.

La Coordination démocratique s'oppose à la permanence d'un régime qui rend impossible l'exercice des libertés démocratiques de tous les citoyens, tant sous la forme qui découle des Lois Fondamentales (de la phalange - NDLR) que sous n'importe quelle forme de gouvernement ou d'Etat qui prétend s'imposer au peuple sans la consultation préalable nécessaire avec la pleine garantie de libertés politiques et l'impartialité, qui assurent l'égalité dans l'utilisation des moyens de communication de masse de l'Etat.

En conséquence, la Coordination démocratique dénonce comme un obstacle à la coexistence pacifique la soi-disant politique réformiste du gouvernement, qui vise à se maintenir au pouvoir en combinant les promesses démocratiques et les moyens répressifs et en cherchant à diviser les forces politiques et syndicales les plus responsables par des discriminations et des exclusions arbitraires. Les lois de réforme politique prévues, approuvées par le gouvernement et présentées aux Cortès, ne sont pas acceptables par l'opposition car, même si d'un point de vue formel elles modifient les critères antérieurs, elles ne reconnaissent pas les libertés démocratiques pour tous les citoyens de l'Etat.

La Coordination démocratique affirme sa décision d'entreprendre les actions politiques adéquates pour la concrétisation des objectifs suivants :

- la libération immédiate de tous les prisonniers politiques et syndicaux sans exclusion, le retour de tous les exilés et une amnistie qui restitue tous leurs droits à ceux qui en ont été privés pour des motifs politiques ou syndicaux
- l'exercice total et effectif des droits et des libertés politiques reconnus dans les textes juridiques internationaux, particulièrement ceux de tous les partis politiques, sans aucune exception.
- la reconnaissance immédiate et totale de la liberté syndicale et la destruction de l'actuel syndicat d'Etat.

- l'exercice effectif immédiat et total des droits et libertés politiques pour les différentes nations et régions de l'Etat espagnol
- la mise en place d'un pouvoir judiciaire unique et indépendant, selon les exigences d'une

société démocratique
- la réalisation de la rupture ou alternative démocratique par l'ouverture d'une période constituante qui conduise, à travers une consultation populaire basée sur le suffrage universel, à une décision sur la forme de l'Etat et du gouvernement, ainsi que la défense des libertés et droits politiques durant cette période.

La Coordination démocratique invite :

- les organes d'opposition existant parmi les nations et les régions à rejoindre cet Organisme pour une alternative démocratique à l'échelle de l'Etat espagnol
- les partis politiques et organisations syndicales à l'échelle de l'Etat, qui ne font pas partie de la Plateforme ou de la Junte, à intégrer la Coordination démocratique
- les secteurs économiques, professionnels, culturels, ainsi que les institutions écclésiastiques, militaires et judiciaires à ouvrir un dialogue pour la défense des intérêts patriotiques supérieurs, qui amène à la définition de l'alternative politique définie ici ;
- toutes les forces démocratiques, politiques, syndicales et sociales, et tous les membres des peuples de l'Etat espagnol, à participer aux actions et aux mobilisations pacifiques nécessaires pour la conquête réelle des droits et des libertés fondamentales, et pour établir, au moment de la rupture, des organes de pouvoir exécutif de large coalition – sans exclusives, ni obligations – qui garantissent le plein exercice des libertés et des droits démocratiques et l'ouverture et le développement d'un processus constituant jusqu'à la transmission des pouvoirs aux organes exécutifs ou de gouvernement qui seront élus constitutionnellement.

La Coordination démocratique estime que l'accomplissement de son objectif politique comme alternative démocratique exige son maintien jusqu'à la convocation d'élections générales, sans préjudice envers la liberté d'aucun parti dans le débat constitutionnel, et que, après la rupture démocratique, elle devra reconsidérer l'opportunité de son maintien en tant qu'organisme unitaire.

Les signataires de la Coordination démocratique affirment leur profonde conviction de lutter pour cet objectif avec la volonté de surmonter les affrontements passés et de respecter le résultat du processus constituant et des élections démocratiques correspondantes.

La Coordination démocratique exprime sa conviction totale que ce programme n'est pas pour autant la tâche exclusive de l'opposition mais doit être primordiale pour tous les Espagnols.

Madrid le 26 mars 1976

Signataires : Commissions ouvrières, Groupe indépendant, Mouvement communiste, Parti carliste, Parti communiste d'Espagne, Parti social-démocrate, Parti socialiste ouvrier espagnol, Parti socialiste populaire, Parti du travail d'Espagne, Union générale des travailleurs, Union sociale-démocrate espagnole, Parti Démocratique Populaire, Gauche Démocratique (sous réserve de ratification de son prochain congrès).

JOAN RAVENTOS (Convergencia), ANTONIO GUTIERREZ (P. S. U. C.), PEDRO ARDIAGA (P. S. U.), AMADEO CUITO (Reagrupament), PALLACH (Reagrupament Socialiste), HERIBERT BARRERA (Esquerra Republicana), FRANCES GORDO (Convergencia Democrática), ARAGAY (Unión Democrática), BADIA (Partit Carli), COLOMINAS, jr. (Front Nacional) y J. CORNUDELLA (Front Nacional).

Communiqué de la LCR-ETA (VI) sur la constitution de la "coordination démocratique" du 31 mars

Tout d'abord, après l'arrestation de plusieurs membres de la Coordination Démocratique (CD) et le jugement de quatre d'entre eux - dont trois dirigeants d'organisations ouvrières - nous exprimons notre solidarité face à la répression franquiste. Nous nous engageons à lutter pour leur libération de même que pour celle de tous les prisonniers politiques ainsi qu'à renforcer et élargir la lutte pour l'amnistie.

La signification fondamentale de la CD n'est autre qu'une offre de pacte politique avec les secteurs dits "réformistes" du gouvernement, et du franquisme en général, comme l'ont expliqué, chacun à leur manière, les dirigeants des organisations bourgeoises et ouvrières signataires.

La logique politique de ce pacte ne répond, en réalité, pas à la crise du gouvernement et du régime et à l'absence de solutions justes et efficaces aux graves problèmes du pays. Ce pacte répond essentiellement au rapport de forces entre les classes fondamentales de la société, la bourgeoisie et le prolétariat, tel qu'il existe actuellement dans le pays.

Ce rapport de forces s'est exprimé dans une offensive de l'action combative des masses dont l'extension et l'organisation atteint un niveau sans précédent, surtout depuis janvier dernier. Cette offensive a non seulement "brûlé" le premier gouvernement de la monarchie en moins de trois mois et a montré la non viabilité de tous les projets de réforme de la dictature, mais encore a commencé à mettre en question toute possibilité de stabilisation d'un régime bourgeois en Espagne.

La volonté des travailleurs d'imposer leurs revendications, leur droit au travail, leur organisation propre - fondée sur la souveraineté de l'assemblée et l'élection en son sein de divers types de représentants directs, délégués, commissions représentatives, etc. . . -, la profonde solidarité entre la classe ouvrière et les secteurs exploités et opprimés socialement et nationalement, l'extension de la lutte pour l'amnistie, ainsi que l'inclusion dans ce cadre de "l'amnistie pour le travail", l'extension de la lutte pour la dissolution des corps répressifs et pour le jugement de tous les crimes franquistes, en définitive pour la liquidation totale de la dictature : tout cela annonce déjà que la dynamique objective de la mobilisation des masses, au-delà de la conquête de la liberté, se heurtera à toute tentative de demeurer dans le cadre d'une "démocratie limitée", confectionnée à la mesure de la bourgeoisie espagnole.

Le pacte qu'offre la CD aux "réformateurs" du franquisme considère comme interlocuteur véritable le grand capital espagnol, la hiérarchie militaire et l'impérialisme. Il a pour objectif essentiel de freiner cette dynamique de masse, de la confiner dans un cadre compatible avec la stabilisation d'un Etat bourgeois "démocratique" en Espagne.

Partant de cela, il est possible d'expliquer pourquoi dans la déclaration de la CD, ne s'affirme pas explicitement l'opposition à la monarchie franquiste. De même, n'est pas défendu clairement le libre exercice du droit à l'auto-détermination de tous les peuples opprimés par l'Etat espagnol. Il n'est même pas fait allusion à la nécessité de la dissolution de l'appareil répressif franquiste, ni aux revendications économiques et sociales des travailleurs. Les élections à l'Assemblée Constituante sont fixées à une date indéterminée, dans l'intervalle la défense des libertés et des droits politiques serait "garantie" par des "organes de pouvoir exécutif issus d'une large coalition", où seraient inclus les "réformateurs" franquistes, avec à leur tête Juan Carlos.

En conséquence, la LCR-ETA(VI) s'oppose fermement à l'alternative politique de la CD. Nous nions que la "rupture négociée" soit la voie pour renverser la dictature. Pour atteindre cet objectif, il n'existe qu'une voie, elle passe par le développement de l'action indépendante de la classe ouvrière et du peuple luttant pour leurs revendications et mots d'ordre, sans raccourci, et utilisant ses méthodes de lutte et ses propres formes d'organisation. Cette action de masse seule garantira la liquidation de la dictature et l'exercice des libertés et droits démocratiques fondamentaux.

L'heure est venue de lancer le dernier assaut de la classe ouvrière et du peuple contre le franquisme, de préparer la grève générale pour renverser la dictature. Aucun "gouvernement provisoire de coalition" n'a le moindre droit d'exercer le pouvoir après le renversement de la dictature : CONVOCATION IMMEDIATE D'ELECTIONS A L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE AU SUFFRAGE UNIVERSEL, AVEC DROIT DE VOTE A SEIZE ANS !!!

Face aux manœuvres désespérées de la bourgeoisie, à travers ses différentes fractions politiques, pour résoudre la crise de son pouvoir la classe ouvrière doit maintenir une totale indépendance politique et organisationnelle. Notre peuple a payé, et il paye encore, un prix trop élevé (Vittoria !) pour sa liberté, il n'est donc pas question de recevoir en échange une "caricature négociée" de ses droits et revendications.

L'unité du mouvement ouvrier et populaire est certainement plus nécessaire que jamais. Cette unité est en train de se construire à travers la lutte, les assemblées, les comités de grève, les délégués. Cette unité exige un effort commun de toutes les organisations et partis politiques ouvriers pour élargir, renforcer, centraliser les organes unitaires du mouvement de masse et de son avant-garde, dans les entreprises, les chantiers, les quartiers, les écoles, etc. Cette unité exige la défense inconditionnelle des objectifs des travailleurs face à la dictature et au patronat. C'est pour cette unité que nous luttons.

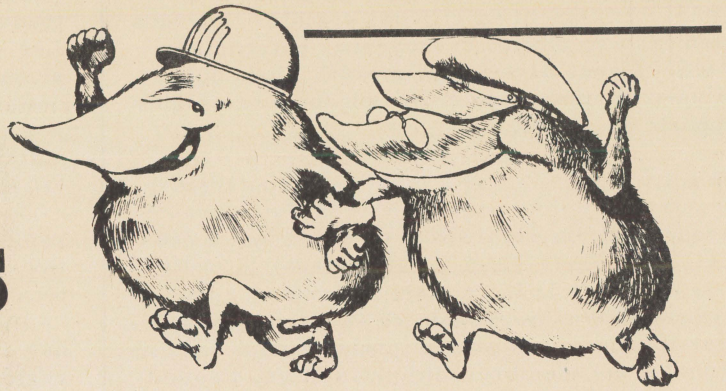
Qu'apparaissent comme signataires de la déclaration de la CD, les Commissions Ouvrières, le mouvement communiste, le Parti Communiste d'Espagne, le Parti Socialiste Ouvrier d'Espagne, le Parti du Travail Espagnol, et l'Union Générale des Travailleurs, constitue un obstacle et non pas un stimulant à l'unité de la classe ouvrière et du peuple. Nous appelons toutes ces organisations ouvrières, ainsi que les autres organisations et partis ouvriers comme les organisations nationalistes révolutionnaires à constituer un FRONT UNIQUE CONTRE LA DICTATURE.

A BAS LA MONARCHIE FRANQUISTE !

LCR-ETA(VI)

FRANCE

APRES LES ELECTIONS CANTONALES



Résolution politique adoptée par le Comité Central de la Ligue Communiste Révolutionnaire section française de la Quatrième Internationale les 3 et 4 avril 1976. (1)
Les titres et les intertritres sont de la rédaction.

*les échecs du Pouvoir

LA FRAGILITE DE LA "REPRISE"

1-La crise économique avait déjà porté un coup très dur à l'image de marque de Giscard, construite à partir de ses prétendues qualités de gestionnaire, de technicien de l'économie. L'impression largement répandue parmi les masses d'un pouvoir qui ne contrôle en rien l'évolution de la situation économique et dont les pronostics sont systématiquement démentis, a donc porté atteinte à sa crédibilité.

2-La reprise (de septembre à février, la production industrielle a augmenté de 7%, mais est encore inférieure de 5, 5% à celle de janvier 1974) qui pouvait devenir l'atout majeur face à l'Union de la Gauche (UG), demeure fragile. Elle est essentiellement alimentée par le restockage des entreprises (dont le niveau reste cependant inférieur à celui de 1974), par l'utilisation des facilités financières conjoncturelles accordées par le pouvoir dans le cadre des différents plans de relance, par la reprise de la consommation liée en partie au desserrement du crédit (le ministre des finances, Fourcade, vient d'ailleurs de décider de resserrer le crédit et de relever le taux de base).

3-La fragilité de cette reprise se mesure à certains indices importants :

- le redémarrage de l'inflation -1, 1% en janvier, 0, 7% en février (1, 2% selon l'indice CGT)-va être accéléré par les autorisations de hausse données aux industriels qui font de cette libération des prix une condition de la reprise de l'investissement ; tant et si bien que la courbe du premier semestre tend vers 11 à 12% de taux d'inflation annuel.
- le déficit accentué de la balance commerciale (moins de 95% du taux de couverture en janvier 1976) continuera à s'aggraver sous l'effet de la dévaluation de fait du franc qui entraine une hausse du prix de l'énergie sans améliorer la compétitivité des produits français sur les marchés étrangers.
- le maintien d'un taux de chômage très important qui n'est pas à moyen terme réductible, même si le chômage partiel, lui, tend à diminuer avec la reprise de l'activité industrielle.
- enfin l'investissement demeure très ralenti et témoigne de la défiance du patronat face à un pouvoir qu'il juge incapable de garantir la paix sociale (en 1975 : -10% en volume d'investissements par rapport à 1974; pour 1976 on prévoit le même niveau qu'en 1975).

4-Il convient d'ajouter à ces facteurs des éléments qui relèvent de phénomènes plus structurels de l'économie française et qui sont eux aussi des obstacles à la reprise.

- l'endettement très important des entreprises réduit de façon considérable les marges d'autofinancement et les rendent très dépendantes du marché financier.
- la crise, si elle a contribué à accélérer le mouvement de concentration de l'appareil productif en liquidant les secteurs jugés non rentables (augmentation considérable du nombre de faillites) n'a été ni assez durable, ni assez profonde pour "assainir" cet appareil. Si bien que la bourgeoisie doit payer le prix du maintien d'un appareil de production qui demeure dans certains

secteurs encore archaique. De plus, se développe un mécontentement de couches sociales (artisans, commerçants, petites et moyennes entreprises -PME-) lésées dans leurs intérêts, alors que celles-ci étaient jusqu'à présent les plus solides supports du régime.

5-D'autre part, la crise a largement contribué à une quasi complète paralysie de la Communauté Européenne. La dévaluation du franc (qui a coûté 33% des réserves en or et devises), la chute de la lire et de la livre sterling, rendent caduque le projet de l'union monétaire et risquent d'accélérer les tendances protectionnistes dans les différents Etats membres, diminuant ainsi d'autant le niveau déjà bas des échanges internationaux. Le Marché Commun agricole a lui aussi été largement secoué par la crise. Ce sont les paysans qui en ont fait les frais, avec une baisse du pouvoir d'achat qui s'est maintenue depuis deux ans, alors que les problèmes du lait et du vin (secteurs où domine la petite exploitation) deviennent explosifs.

L'EFFRITEMENT DE LA BASE SOCIALE DU REGIME

1-Les conséquences au niveau politique sont d'autant plus importantes que le régime avait largement fondé son crédit sur ses capacités économiques; de là découle sa remise en cause par une partie de la bourgeoisie.

- sur le plan économique, l'échec de Giscard se mesure à la perte de la confiance d'une partie du patronat, qui refuse désormais d'accepter toute réforme promulguée par un pouvoir qu'il juge peu efficace.
- le projet européen, qui devait être la grande idée du "giscardisme", l'alliance Paris-Bonn, se trouvent renvoyés aux calendes grecques et le problème de l'élection au parlement européen perdra sa fonction de pomme de discorde au sein de l'UG.
- enfin au niveau international, la perspective de la victoire de l'UG contribue à dévaloriser le pouvoir en place. La bourgeoisie internationale, en premier lieu celle des USA, s'interroge sur les conséquences d'une victoire de la gauche et s'apprête à définir une tactique par rapport à elle.

2-La base sociale du régime continue à s'effriter : à la fois conséquence de la situation sociale et économique du pays (restructuration - liquidation de secteurs archaiques, etc...) et de la crise sociale politique qui secoue les institutions (évolution dans l'Eglise). Mais ceci n'est pas compensé par un gain d'influence dans de nouvelles couches, contrairement à l'ambition giscardienne. De plus, des secteurs entiers de la petite-bourgeoisie traditionnelle entrent en opposition directe avec le régime et de façon d'autant plus violente que des régions entières vivent aujourd'hui toutes les conséquences de la politique de l'Etat fort, notamment dans la destruction des rapports classiques de clientèle. Les aspirations régionalistes cristallisent ainsi, dans des ensembles régionaux homogènes, la défiance de couches sociales diverses envers le pouvoir giscardien. Cette défiance et ces aspirations peuvent prendre un caractère anti-capitaliste durable sous l'influence de deux facteurs

- la radicalisation massive d'une paysannerie exploitée face aux projets bourgeois de liquidation accélérée des structures agraires inadaptées à la pénétration du capital
- l'alliance de cette paysannerie au travers des structures locales de luttes ou des courants régionalistes, avec le mouvement ouvrier organisé.

3-Alors que le projet Giscard - de capter une partie de ces couches, nées du développement du capitalisme, pour compenser la disparition de points d'appui traditionnels de la bourgeoisie - était issu d'une prise de conscience lucide de l'érosion continue de la base sociale du régime de De Gaulle à Pompidou, l'échec de toute la démagogie moderniste et réformatrice face à un PS qui lui, bénéficie pleinement du développement de ces couches, cantonne Giscard à la base sociale étroite du pompidolisme.
Cet échec avive les contradictions au sein de la majorité présidentielle, contradictions qui ne sont pas réductibles à des querelles de cliques ou de clans. Elles manifestent le désarroi profond du personnel politique de la bourgeoisie.
C'est dans ce cadre qu'il faut interpréter les résultats des élections cantonales. Cantonales hors du commun, en ce sens que, dans la conjoncture, elles perdraient toute une partie de leur fonction traditionnelle pour devenir un affrontement national entre les deux blocs, cristallisant sur le terrain électoral la polarisation politique croissante dans le pays.
Ces élections ont donc servi de révélateur à tous les niveaux : dans l'UG pour faire le point sur les rapports de force PC/PS, dans la bourgeoisie comme sonnette d'alarme face à l'UG, et enfin parmi les masses pour mettre en évidence la faiblesse du régime. Tant et si bien que la prise de conscience qui est née des résultats des cantonales (la majorité est minoritaire), devient un phénomène objectif pesant dans les luttes des travailleurs, compte tenu justement de l'éducation électoraliste du mouvement ouvrier.

4-La diversité des réponses proposées par la bourgeoisie - de Debré et son gouvernement de Salut National à Chinaud et sa Troika (2), en passant par Faure qui veut excommunier le PS - ne doit pas faire illusion. Les réponses ont toutes un point commun : elles tirent le bilan d'échec de la tentative giscardienne de l'ouverture à gauche (attirer le PS ou une partie de l'électorat de l'UG) et elles mettent en avant la nécessité de revenir aux thèmes traditionnels de la droite (ordre-sécurité) en brandissant l'épouvantail du "collectivisme". Il s'agit donc bien là d'un virage à

droite au niveau idéologique et politique. Le giscardisme décidément ne se défait pas du pompidolisme.
La grande illusion giscardienne d'un parti libéral contournant ou cassant l'UDR (Union des Démocrates pour la République, parti gaulliste) part en fumée. Il faut parer au plus pressé. La nomination de Chirac comme coordinateur est aussi de ce point de vue là un retour amer à la réalité et va accentuer encore plus le poids du conservatisme dans la nouvelle politique du pouvoir en faisant dépendre plus étroitement Giscard de l'UDR, même si cette nomination ne va pas pas sans susciter de profonds remous dans la majorité.

5-Le virage à droite était déjà visible dans la pratique, avec le développement de la répression anti-syndicale dans les entreprises; il se trouve confirmé et accentué. Il faut donc s'attendre à un cours beaucoup plus dur de la politique du pouvoir, à l'accentuation de la politique répressive pour tenter de casser, avant 1978, la combativité ouvrière et de faire payer à celle-ci le prix de la reprise.

* PS et PCF après les élections

LA PERCEE ELECTORALE DU PS

1-Les cantonales ont confirmé l'ascension du PS et le développement de son implantation. On peut cependant relever que dans les cantons où la vieille SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière, ancienne dénomination du Parti Socialiste) était la plus implantée, il y a tassement, voire recul, des voix du PS. C'est aussi en grande partie là que le report des voix sur le PCF a été le plus difficile. Les faits témoignent de la transformation profonde de l'électorat du PS, liée à l'évolution même de la structure sociale, qu'on ne saurait confondre avec l'ancien électorat SFIO. On peut également noter les progrès massifs du PS dans les banlieues ouvrières, qui témoignent également de l'accroissement de son audience sinon de son organisation dans les entreprises.

2-L'accélération des échéances avive également les débats au sein du PS et oblige Mitterand à homogénéiser plus rapidement l'appareil en fonction des élections législatives de 1978. Le congrès extraordinaire prévu pour les 15 et 16 mai devrait lui permettre de développer l'offensive dans ce sens.
Même si le PS continue de répondre aux accusations du PCF, on peut noter la volonté de limiter la polémique.

3-Le rôle et le poids personnel de Mitterand se trouvent évidemment renforcés par ce succès. Il se prépare aux yeux de tous à sa fonction de chef d'Etat en nouant au niveau international les relations nécessaires :
- voyage à Alger en février 1976
- discussion avec l'ambassadeur des Etats-Unis où sont vraisemblablement débattues les conditions et les garanties, en cas de victoire de l'UG, (OTAN, rapports avec l'URSS, etc. . .)
- dans le cadre même de l'Internationale Socialiste, où sa position se trouve confortée par les résultats, il négocie l'attitude de l'Europe social-démocrate face à une France gouvernée par l'UG.
Mitterand gagne son pari : faire renaître le PS par l'alliance avec le PCF, gagner dans l'UG une position hégémonique pour arriver au pouvoir.
Ceci dit, après les cantonales, le PS s'est empressé de lutter contre tout "triomphalisme" et d'affirmer qu'il n'était pas pour les élections anticipées.
Il compte que le temps travaille pour lui et que d'ici 1978 la majorité sera encore plus érodée que maintenant; il compte lui aussi parvenir au pouvoir dans un contexte économique plus serein laissant à Giscard le soin de subir la crise. Enfin, il tient à disposer d'un appareil prêt à assumer les responsabilités de gestion de l'Etat, alors même qu'il en est écarté depuis 20 ans.

LE MAINTIEN DE LA TACTIQUE DU PCF

1-Le XXII° Congrès du PCF avait provoqué des remous au sein du parti. La place du parti dans l'UG, les rapports avec l'URSS, les interrogations et le malaise s'étaient cristallisés sur le problème de la "dictature du prolétariat". De ce point de vue, les cantonales représentaient un test important pour la ligne Marchais. Or, le PCF maintient globalement ses positions électorales, même si l'on peut noter une érosion dans ses anciens fiefs, le plus souvent d'ailleurs au profit du PS. Néanmoins il y a un redressement par rapport aux précédents résultats des élections législatives partielles.

2-La réaction du PCF face aux résultats des cantonales est éclairante :
- mise en avant systématique des "bavures" (voir rapport de René Piquet, au nom du Bureau Politique, selon lequel 30% des voix socialistes ne se seraient pas reportées sur le PCF !!!
- sous-estimation volontaire de la victoire électorale de l'UG
- amorce d'une politique "italienne" : cette majorité n'est pas suffisante, en conviction politique et en nombre. Marchais déclare : "sans un rassemblement populaire largement majoritaire nous ne gagnerons pas".

On justifie ainsi aux yeux des militants le refus de poser le problème du pouvoir maintenant (refus des élections anticipées) en les mobilisant sur le renforcement du "Parti" et l'"Union du Peuple de France".
La politique du PCF se trouve donc purement et simplement reconduite comme si les cantoneles n'avaient pas eu lieu. La direction du PCF refuse d'ouvrir une perspective politique autre que celle des élections municipales de 1977 et celle des législatives 1978. Laurent Salini, dans un éditorial de l'Humanité , écrit : "il n'y a aucun autre moyen d'en sortir que l'action collective, l'action démocratique dont le vote est le moment crucial".
Dans les luttes, le PCF offre à ses militants comme seul débouché : le renforcement du parti.

3- Sur le plan des rapports avec l'URSS, la politique de distanciation continue et devient plus offensive de part et d'autre, sans pour autant remettre en cause la solidarité de fond qui unit les bureaucrates :
- rapport de Souslov dans la Pravda qui condamne les "variantes régionales ou nationales du marxisme";
- réaction des Jeunesses Communistes (JC) à la visite des jeunes UDR et des jeunes Giscardiens en Roumanie;
- dénonciation par Kanapa de l'"internationalisme russe" qui justifia l'intervention en Tchécoslovaquie;
- affirmation publique de Marchais des différends quant à la conférence européenne des PC.
Le PCF est en train de gagner un maximum d'autonomie par rapport à la bureaucratie soviétique, suivant en cela le modèle italien.

LE REGAIN OFFENSIF DE LA COMBATIVITE OUVRIERE

1- La classe ouvrière française a globalement résisté à la volonté du patronat de lui faire payer la crise. En France, sur le plan de la défense du pouvoir d'achat, la classe ouvrière a mieux résisté que celle des autres pays européens. Le haut niveau de combativité s'est maintenu, comme en témoignent les multiples luttes sur l'emploi qui ont marqué l'année 1975.
Cependant, depuis la grève de la Fonction Publique du 9 mars 1976, on assiste à une reprise des luttes relayées dans la SNCF (Société Nationale des Chemins de fer Français) et la métallurgie. Des facteurs traditionnels peuvent contribuer à expliquer ce regain offensif : période de négociations des conventions, premiers effets de la reprise sur la combativité ouvrière. Mais un des facteurs dominant a été le résultat des cantonales, qui, en concrétisant l'alternative politique, a renforcé la confiance des travailleurs et leur volonté de combat. L'attentisme qui caractérisait la période précédente se trouve nuancé : la révélation de la faiblesse du régime suscite le sentiment qu'il est possible d'arracher des revendications tout de suite et en même temps enracine l'idée de la victoire probable en 1978.

2- Ces mouvements (Fonction Publique, SNCF, métallurgie) ont quelques caractères communs :
- le thème de la lutte se déplace : d'une lutte défensive sur l'emploi à une lutte plus offensive sur les salaires et le pouvoir d'achat formulé partout en terme d'augmentation uniforme.
- les mobilisations sont massives et expriment tout le mécontentement accumulé. Elles ne se limitent plus à des mouvements localisés et combatifs, mais entrainent des secteurs entiers de la classe ouvrière;
- du fait même de la participation massive, un fossé risque de se creuser entre l'avant-garde large et les travailleurs combatifs - sceptiques quant aux formes classiques de luttes proposées par les directions syndicales - et la masse des travailleurs pour laquelle la grève, même dans ce cadre, exprime une première prise de conscience.
- enfin, audépart, ces mouvements sont vécus comme profondément unitaires par les travailleurs du fait de la participation, sous leur pression, de tous les syndicats, ce qui contribue largement aux succès de ces mouvements.
Le développement des mobilisations étudiantes, les plus profondes depuis 1968, fut un puissant révélateur de l'évolution de la conjoncture. Cependant, les difficultés d'élargissement de ces mobilisations à la jeunesse scolarisée traduisent l'absence de débouché central. En outre, les lycéens et les apprentis ne se satisfont plus des simples "explosions traditionnelles de printemps" pour se mettre en mouvement, ils exigent des objectifs et des garanties précis.
Dans ce contexte, il faut à la fois :
- continuer à inscrire les luttes des étudiants et de la jeunesse scolarisée (tout en respectant les rythmes propres de la mobilisation) dans la perspective d'une offensive d'ensemble des travailleurs contre ce régime minoritaire;
- jeter les bases d'une mobilisation prolongée contre la politique scolaire du pouvoir et regrouper tous ceux qui veulent mener la bataille pour l'unité, pour la construction de mouvements unitaires, dans les divers milieux de la jeunesse scolarisée, à partir des structures de lutte émergeant au cours des mobilisations.

3- Les directions CFDT et CGT se refusent à proposer à l'heure actuelle une centralisation des luttes qui poserait le problème du débouché politique, même si après les luttes à la SNCF, les directions sont amenées à nuancer leurs déclarations. Ainsi, la CGT comme la CFDT prennent prétexte du fait que certains syndicats, comme Force Ouvrière ou les syndicats autonomes de la SNCF aient signé isolément un accord, pour stopper des mouvements dont le caractère massif pose objectivement le problème du débordement du cadre qu'ils leur avaient fixé. Les grèves dans la SNCF (fin mars), illustrent le plus clairement ce phénomène. Ainsi, pour la CGT particulièrement, il devient difficile d'assurer le contrôle de ces luttes alors que les travailleurs perçoivent comme parfaitement possible une solution politique que par ailleurs met en avant la direc-

tion nationale de la CGT.
Il est prévisible que les directions CGT et CFDT tenteront de canaliser cette vague de luttes dans le cadre d'une journée d'action au troisième trimestre en apportant ainsi un semblant de centralisation.

4-Le durcissement de la politique du pouvoir face aux luttes, la mise en place d'un système anti-grève par le patronat (transport de pièces de machines, hommes de main, etc. . .), peuvent poser à tout moment le problème d'une épreuve de force régionale, voire nationale, transformant ainsi un conflit en test dans une période pré-électorale et demandant pour la riposte un haut niveau de conscience et d'organisation de la part des travailleurs.

* la bataille pour l'unité des travailleurs

1-Dans cette conjoncture, la bataille pour le renforcement de l'unité des travailleurs en lutte doit être menée prioritairement par les révolutionnaires, à la fois contre le "sectarisme-alibi" de la CGT et contre les tentations "gauchistes" de secteurs de l'avant-garde large.
La mise en place de formes d'auto-organisation ne saurait donc être un préalable à l'unité nécessaire même si nous devons tout faire pour développer ces formes.
Au niveau politique, les mobilisations en cours doivent nous permettre de mettre en avant les objectifs de centralisation des luttes pour imposer nos revendications. Pour la grande masse des travailleurs, cette perspective n'est d'ailleurs en rien contradictoire avec le Programme Commun et l'Union de la Gauche.
C'est en liaison avec les formes concrètes de ce processus de centralisation que nous pouvons passer de la dénonciation propagandiste du refus du PS et du PCF de prendre leurs responsabilités à une formule positive, dans l'agitation, de gouvernement PS-PCF en fonction des formes mêmes de cette centralisation. C'est le seul moyen de briser dans les faits la logique électoraliste dans laquelle nous impliquerait tout autre type de démarche concernant la formule de gouvernement.

2-Mais si l'axe prioritaire doit être le problème de la centralisation des luttes revendicatives et de leur inéluctable affrontement avec le pouvoir (pouvant déboucher soit sur un nouveau Mai 68 soit sur des élections anticipées comme en Angleterre en 1974), parallèlement nous devons dénoncer le respect par le PS et le PCF de la constitution de 1958. Nous devons montrer qu'en refusant de réclamer des élections anticipées à la proportionnelle intégrale, en proclamant leur soumission à la constitution de 58, le PS et le PCF n'entendent pas précipiter les échéances politiques, ni par l'action, ni même par les élections. En fait ils se préparent à gérer l'Etat fort en exigeant une "pause sociale".
La contradiction du PCF n'en est que plus grande entre ses professions de foi démocratiques, ses critiques au PS et sa soumission à la constitution de 1958 qui donnera un poids déterminant à un Mitterand, président de la République, dans la gestion de l'Etat fort.

3-Mais si aujourd'hui, nous mettons l'accent sur la dénonciation propagandiste du respect, par le PS et le PCF, de la constitution gaulliste de 1958 et sur le refus des élections anticipées à la proportionnelle intégrale, nous n'avançons pas en positif, le mot d'ordre d'élections anticipées et d'Assemblée Constituante.

- le mot d'ordre d'élections anticipées pourra éventuellement être avancé par nous, avec y compris une campagne d'agitation, si nous nous trouvons devant une deuxième défaite politique du pouvoir (élections partielles ou municipales). Le refus par le pouvoir de recourir à des élections immédiates pouvant d'ailleurs, dans ce cas, être le point de départ d'une grève générale qui nous amènerait à poser directement le problème du gouvernement PS-PCF.

- le mot d'ordre d'Assemblée Constituante ne pourra devenir compréhensible pour les larges masses que lorsque la gauche empêtrée dans le respect de la constitution de 58 utilisera cette constitution contre les exigences des masses (par exemple en gardant Giscard; en préservant l'arsenal répressif de la cinquième République, ou à l'occasion du conflit entre le président-bonaparte Mitterand et les partis ouvriers, PCF surtout, mais peut-être aussi PS ou fraction du PS).

4-Bien sûr, on ne peut écrire à l'avance le scénario de la lutte des classes. Les étapes peuvent être brûlées et d'une grève générale peuvent surgir les embryons de conseils ouvriers. Le mot d'ordre de Constituante serait alors en retrait de la mobilisation des masses et pourrait au contraire servir la "contre-révolution démocratique". Mais nous ne pouvons pas aujourd'hui décider à la place des masses elles-mêmes des rythmes de leur radicalisation et des expériences qu'elles devront faire. Nous devons au contraire par nos mots d'ordre, par l'exigence de la "démocratie jusqu'au bout" les amener à perdre leurs illusions démocratiques bourgeoises et à faire l'expérience de la supériorité de la démocratie ouvrière.

NOTES

(1)voir INPRECOR n°45 J. Renaud: "Les travailleurs l'arme au pied".
(2)Il s'agit d'une majorité reconstituée, avec ses trois composantes : l'UDR de Chirac, les Républicains Indépendants de Poniatowski, et le Centre pour la Démocratie et le Progrès (CDP) de Lecanuet.

CGT : Confédération Générale du Travail (syndicat majoritaire dirigé par le PCF). Secrétaire Général : Georges Séguy.
CFDT : Confédération Française Démocratique du Travail (dominée par le PS). Secrétaire Général : Edmond Maire.
FO : Force Ouvrière (syndicat très minoritaire dirigé par les sociaux-démocrates de droite liés à l'ancienne SFIO). Secrétaire Général André Bergeron.

ISRAEL

L'ARRIERE-PLAN DE LA REVOLTE ARABE

par Jon ROTHSCHILD

L'article des camarades de la Ligue communiste Révolutionnaire (Matzpen-Marxiste) sur l'évolution de la situation en Israël ne nous étant pas parvenu à temps pour être publié dans ce numéro d'INPRECOR, nous publions ci-dessous une étude sur les conditions socio-économiques qui sont à l'origine des derniers évènements. Dans notre prochain numéro, nous publierons l'information des camarades d'Israël.

En 1940, M. R. Weitz, un dirigeant sioniste de premier plan, pendant de nombreuses années à la tête du département de l'Agence juive consacrée à la colonisation, fit cette remarque dans son journal : "Entre nous, il doit être clair qu'il n'y a pas place pour les deux peuples dans ce pays ... Nous ne pourrons réaliser notre but d'être un peuple indépendant en maintenant les Arabes dans ce petit pays. La seule solution est une Palestine, au moins une Palestine Occidentale (à l'Ouest du Jourdain) sans Arabes... Et il n'y a pas d'autre moyen que de transférer les Arabes de ce côté vers les pays avoisinants, de les transférer tous : pas un seul village pas une seule tribu ne doivent rester". 27 ans plus tard, en septembre 1967, ce même Weitz, discutant des résultats de la guerre de Juin 67, se reportait à 1948 : " ... Quand les Nations Unies adoptèrent la résolution décidant la partition de la Palestine en deux Etats, la guerre d'indépendance éclata à notre grand bonheur. Dans cette guerre, un double miracle se produisit : des gains territoriaux et la fuite des Arabes". Mais pas de tous les Arabes. Les forces armées sionistes, initialement chargées de la tâche de vider la Palestine des Arabes accomplirent leur travail avec efficacité. En novembre 1947, la population arabe du territoire qui allait devenir l'Etat d'Israël à la fin de la guerre de 1948, se chiffrait environ à 800.000 personnes. Vers le début de 1949, ce chiffre avait été réduit à 133.000. Plus de 650.000 Arabes expulsés furent dispersés dans tout le monde arabe, la majorité d'entre eux s'installant dans des camps de réfugiés misérables, dans la bande de Gaza, en Jordanie, en Syrie, au Liban. Ce sont les réfugiés arabes, "oubliés" pendant quelque 20 années par la majorité de "l'opinion publique", qui rappelèrent leur présence vers le début de 1968, par la montée de la Résistance palestinienne.

Le sort des autres 133.000 Arabes de Palestine fut différent. Ils ne devinrent pas des "réfugiés palestiniens", mais des "Arabes israéliens". Une grande partie d'entre eux se virent accorder la citoyenneté israélienne dans le nouvel Etat

sioniste. Selon les affirmations de la classe dirigeante sioniste et de sa machine de propagande, ces Arabes jouirent d'une vie enviable, contrairement à leurs semblables réfugiés qui seraient soit-disant tombés victimes de la propagande anti-sémite hystérique des dirigeants arabes et qui, de ce fait, avaient abandonné le territoire de l'Etat juif. Il était dit que le niveau de vie des premiers était plus élevé que celui des autres Arabes partout dans le monde, et qu'ils bénéficiaient de tous les droits accordés en Israël, "l'unique démocratie au Proche-Orient". C'étaient autant de preuves vivantes que l'hostilité arabe à l'égard d'Israël ne reposait que sur la démagogie raciste des dirigeants des Etats arabes, car après tout, si les Arabes pouvaient vivre en paix et dans la joie sous cette administration de l'Etat juif, pourquoi les Etats arabes ne pouvaient-ils pas faire la paix avec Israël ? Le calme des Arabes israéliens, au cours des guerres de 67 et de 73 fut donné comme preuve du succès final de l'Etat sioniste. Le mythe de la satisfaction des Arabes d'Israël entra ainsi au Panthéon des mythes qui, pris ensemble, composent l'idéologie sioniste.

Au cours de la dernière semaine de mars 76, ce mythe a connu le destin de beaucoup d'autres semblables : la poubelle. Malgré la vague d'arrestations préventives et les attaques contre les premières manifestations, des Arabes israéliens déclenchèrent par milliers une grève générale. pour protester contre la saisie des terres arabes en Galilée au nord d'Israël. C'est le 30 mars qu'eût lieu cette grève, jour décidé par le Rakah, le Parti communiste israélien, et par le Comité pour la protection des terres arabes, une coalition s'opposant à l'appropriation de la terre par le sionisme. Les forces militaires israéliennes s'opposèrent par les armes à la grève. Au moins 6 arabes furent tués par les militaires israéliens, des douzaines blessés et plus de 300 arrêtés. Des affrontements se produisirent dans au moins neuf villages de Galilée; la population arabe pour la première fois en plus d'un quart de siècle, s'était dressée avec détermination contre l'armée sioniste. Le pouvoir donna ordre à ses troupes d'ouvrir le feu sur la foule; à Jérusalem des soldats firent ouvrir de force des magasins qui avaient été fermés en signe de solidarité avec la grève. A Nazareth, un groupe d'une trentaine de soldats israéliens pénétra de force dans l'habitation de Tewfik Zayad, le maire communiste de la ville; ils frappèrent des membres de sa famille.

Le fiasco du mythe de la satisfaction des Arabes israéliens jouissant de droits égaux à ceux des Juifs israéliens soulève une question plus grave : l'Etat israélien eut-il entreprendre une vague de réformes suffisantes pour satisfaire les revendications de sa population arabe tout en maintenant sa nature sioniste ? Ou, en d'autres termes, l'oppression des Arabes israéliens est-elle un trait nécessaire et constitutif du sionisme et de son Etat ou n'est-ce que le résultat d'une mauvaise politique suivie par des dirigeants insensés ? Cette question n'est pas simplement académique. Le Parti communiste israélien qui détient l'hégémonie politique sur les Arabes israéliens répond positivement à la première question. Et son programme se compose d'une série de revendications dont le but, précisément est de réaliser certaines réformes dans le cadre du maintien de l'Etat sioniste. Ainsi, le développement d'une perspective révolutionnaire pour la lutte des Arabes israéliens requiert un examen des fondements essentiels du mouvement sioniste et de l'Etat qu'il a créé.

La racine du problème : le sionisme

Le noyau central de l'idéologie sioniste repose sur une illusion : que tous les Juifs du monde entier constituent une nation unique et que cette nation dispersée a subie une oppression systématique du fait de sa dispersion ; que le problème de l'antisémitisme ne peut être résolu que par le "rassemblement" des membres de cette nation dispersée et l'établissement d'un Etat-nation juif, "aussi juif que l'Angleterre est anglaise" ; et donc toute forme de lutte contre l'antisémitisme qui n'a pas pour but l'établissement de cet Etat-nation juif est une tentative utopique, au mieux dévoyée, au pire désastreuse. De plus, les habitants non juifs de la terre sur laquelle cet Etat-nation juif s'est installé, doivent être administrés d'une manière ou d'une autre ; tous les moyens nécessaires pour la réalisation de cette tâche sont justifiés dans la mesure où les habitants originels font par définition partie des oppresseurs universels des Juifs.

La colonisation de la Palestine réalisée sur la base de cette idéologie prit en conséquence une forme inhabituelle. Selon les formes connues de colonisation, les habitants indigènes sont déplacés par les colons qui détruisent leur société et leur culture et qui en font un prolétariat exploité dans un système économique qu'ils contrôlent. Mais les dirigeants de la colonisation sioniste n'étaient pas initialement intéressés à exploiter la force de travail des Arabes de Palestine ; ils avaient comme but leur expulsion pour ouvrir la voie à la "normalisation" de la nation juive, et cela signifiait la création d'une bourgeoisie juive, d'une petite-bourgeoisie juive et d'un prolétariat juif. Les Arabes de Palestine déplacés par les colons juifs ne furent pas réintégrés en tant qu'ouvriers dans les entreprises possédées par les Juifs ; au contraire, ils furent délibérément exclus de la vie économique du secteur juif. Les Arabes de Palestine n'étaient pas considérés comme une force de travail potentielle en réserve, mais simplement comme des obstacles à la construction de l'Etat juif.

Les 3 mots d'ordre centraux de la colonsation étaient : 1) Kibush hakarka (conquête de la terre), 2) Kibush Haavoda (conquête du travail), 3) Tozteret haaretz (cultiver la terre).
Le premier mot d'ordre impliquait que le plus possible de terre devait être obtenu des possédants

arabes et qu'aucune terre possédée par des Juifs pouvait être vendue, louée ou rendue de toute autre manière aux Arabes. Le deuxième impliquait que les usines et les fermes possédées par les Juifs n'emploieraient autant que possible que des Juifs (en fait, la Histadrout qui se présente fallacieusement aujourd'hui comme un "syndicat", a été formé dans le but de créer un prolétariat juif en imposant le boycott sur la main-d'oeuvre arabe). Le troisième impliquait le boycott de toute production arabe par les colons juifs.

Des douzaines de témoignages écrits, de statistiques, pourraient être cités pour démontrer que ces trois mots d'ordre étaient l'expression non seulement de la théorie, mais aussi de la pratique de la colonisation sioniste. Citons uniquement une déclaration faite en novembre 69 au secrétariat du MAPAI (l'ancien nom porté par le Parti travailliste au pouvoir) par David Hacohen, député au Parlement israélien durant de nombreuses années, et président de la Commission de la Défense et des Affaires Etrangères : "Je me souviens, quand j'étais l'un des premiers parmi nos camarades à aller à Londres après la Première guerre mondiale ... C'est là que je suis devenu sioniste ... Quand j'ai adhéré aux Etudiants Socialistes - qui regroupaient des Anglais, des Irlandais, des Juifs, des Chinois, des Indiens, des Africains - nous reconnûmes que nous étions tous sous la domination du pouvoir anglais. Et même là, dans ces cercles intimes, je dus combattre contre mes amis sur la question du socialisme juif, pour défendre le fait que je n'accepterais pas les Arabes dans mon syndicat, l'Histadrout; pour convaincre les ménagères de ne pas acheter dans les magasins arabes, pour défendre le fait de monter la garde devant les vergers, pour empêcher les travailleurs arabes d'y trouver un emploi... Pour renverser du kérosène sur les tomates arabes, pour attaquer les ménagères juives et écraser les oeufs arabes qu'elles achèteraient, pour louer comme Dieu, le keriin Kayemet (le Fonds juif) qui avait envoyé Hankin à Beyrouth pour acheter la terre des effendis (propriétaires terriens) absents et pour expulser les fellahs (paysans) de la terre; si acheter des douzaines de dunams (mesure agraire) à un Arabe était permis, mais vendre un dunam juif à un Arabe était interdit, Dieu le défend... Ce n'était pas facile de faire tout ça. Et bien que nous l'ayions fait, - peut-être n'avions-nous pas le choix - je n'en étais pas très heureux."

Moshe Dayan

Nous passerons sur les désagréments de Hacohen qui ne sont que des accidents du travail, psychologiques et mineurs, de tout sioniste "socialiste". Le fait est que la réalisation du programme avait pour but de créer une société juive sans Arabes, hermétiquement close; une société avec sa structure de classe propre, sa vie économique propre, son appareil administratif propre, sa presse, ses forces armées. Les Arabes ne pourraient en aucune manière y disposer d'un droit de cité.

Répression systématique des Arabes

Après l'armistice de 49 qui mit fin à la guerre israélo-arabe, la classe dirigeante du nouvel Etat dut affronter un problème sérieux. Les tâches de la construction de l'Etat juif étaient compliquées par la présence gênante de 130.000 non-juifs : les Arabes de Palestine qui n'avaient pas été obligés de s'enfuir. La direction sioniste ne pouvait sacrifier ses prétentions démocratiques sans sacrifier une arme idéologique essentielle au soutien à Israël dans l'opinion démocratique mondiale. De ce fait, il n'était pas possible de passer une série de lois niant ouvertement tout droit aux Arabes. En même temps, il était nécessaire de mettre sur pieds une structure sociale légale qui réaliserait cela.

Le premier pas franchi dans cette direction fut de placer les Arabes israéliens sous gouvernement militaire. La base légale de ce pouvoir, dont le contenu s'applique partout sur le territoire israélien, quand bien même ses formes ont été modifiées et constituées par les Lois d'Exception. Ces lois datent de la révolte arabe de 1936-39 qui commença en Syrie et s'étendit à toute la Palestine sous domination britannique à l'époque. En 1936, les Britanniques imposèrent les lois d'exception, se donnant l'arsenal légal pour réprimer la révolte. En 1939, furent ajoutées à ces lois, les Lois de Défense, dont le but était de constituer un système de répression durable fondé sur la défaite militaire de la révolte. En 1945 ces deux ensembles de lois se combinèrent et, modifiés, devinrent les Lois de Défense (état d'urgence). Elles étaient alors destinées au mouvement sioniste qui avait pris l'initiative d'établir un Etat juif indépendant en Palestine, alors que les impérialistes britanniques tentaient encore de maintenir leur colonie sur ce territoire. Le fait que les lois de défense de 1945 étaient initialement destinées au mouvement sioniste stimula une forte opposition contre elles de la part de la direction sioniste. En 1946, par exemple, une conférence d'avocats juifs se tint, au cours de laquelle Yaakov Shapira dit : "Le régime construit en Palestine sur la base des Lois de Défense est sans équivalent dans toute autre nation civilisée. Même dans l'Allemagne nazie de telles lois n'existaient pas". Mais il se peut que M. Shapira en vint à regretter cet éclat, car en 1948, le corps intégral des Lois de Défense sans changements ni amendements, fut adopté par le Gouvernement sioniste. M. Shapira devint par la suite ministre de la Justice, et donc l'adminis-

trateur de ces lois devenues entretemps partie intégrante de l' "unique démocratie du Proche-Orient".

Les lois d'exception se composent de 170 articles divisés en 15 sections. Elles garantissent les prérogatives suivantes aux commandants militaires : emprisonnement sans limite de tout individu sans procès préalable; interdiction à un individu de voyager dans le pays ou de le quitter; assignation de quiconque à résidence; ordre à quiconque de se présenter plusieurs fois par jour au poste de police; empêchement pour quiconque de chercher du travail,; confiscation de toute propriété; ordre aux habitants de toute région ou village de fournir le gîte et le couvert, à leurs frais, à tout membre des forces de police envoyé sous n'importe quel prétexte; imposition du couvre-feu partiel ou total sur toute région ou village. Enfin, l'un des articles les plus communément utilisé, l'article 125, accorde aux commandants militaires le droit de déclarer toute région "fermée" (il est interdit de quitter ou de pénétrer toute région déclarée fermée).

Ces lois instaurent une série de tribunaux militaires dont l'objet est de juger les cas d'infraction à la loi. Toute mesure prévue par les Lois d'Exception peut être appliquée par l'autorité militaire locale selon sa volonté; il n'existe aucune procédure d'appel, à l'exception de celle contenue dans l'article 119 qui stipule une procédure d'appel dont l'autorité ultime est le Ministère de la Défense. De surcroît les tribunaux militaires qui jugent les cas d'infraction aux Lois d'Exception sont totalement séparés des tribunaux civils; ils ne doivent pas être confondus avec les cours martiales qui jugent les cas de violation de la loi par des militaires en service. Ces tribunaux militaires ont un pouvoir de juridiction sur la population civile.

En vérité ces lois et les tribunaux qui leur sont rattachés constituent un deuxième système juridique en Israël, parallèle et séparé du système civil "normal". En de rares occasions ces lois ont été utilisées pour briser des grèves de travailleurs juifs. Dans l'ensemble elles sont fréquemment utilisées de manière exclusive contre les Arabes. "Les lois parlent de "personne"; en pratique elles signifient "Arabes"." C'est-à-dire qu'il existe deux systèmes de lois en Israël, l'un pour les Juifs, l'autre pour les Arabes.

Dans son livre "Les Arabes en Israël", qui présente l'étude la plus claire du pouvoir auquel les Arabes israéliens sont soumis, Sabri Geries donne des exemples d'utilisation des Lois d'Exception pour démoraliser les Arabes : "En janvier 56 un certain nombre d'habitants de villages du Triangle (une région arabe à l'est de Tel-Aviv - Inprecor) furent bannis du village de Beit Jann en Galilée et obligés de se présenter tous les jours pendant 6 mois au poste de police de Ma'una, à 20 kilomètres de leur exil imposé. En septembre 1957 le Gouverneur Militaire ordonna à 5 hommes de Baqa al-Gharbiya de se présenter chaque jour au poste de police de Bardas Hanna, situé à 15 kilomètres de leur village. De même, deux habitants de Tira dans le Triangle se virent intimer l'ordre de rester chez eux toute la nuit (une heure après le coucher du soleil jusqu'à son lever) et de se présenter deux fois par jour au poste de police de Tiba, à 8 kilomètres de leur village. Un ordre particulièrement cruel et "amusant" fut intimé à un certain Ahmed Hassan, un Bédouin de la tribu El-Wadi, près du village de Araba en Galilée. Le Gouverneur Militaire lui ordonna de s'asseoir chaque jour durant 6 mois, de l'aube au crépuscule, sous un grand caroubier, à l'ouest du village de Deir Hanna."

Saisie des terres arabes

La fonction des Lois d'Exception dans la répression des mouvements politiques et des militants est suffisamment claire. Ce n'est pas leur seule utilité. Elles ont servi de couverture légale au vol massif des terres et de propriétés arabes. La première manière dont ces lois d'exception furent appliquées dans ce but était simplement pour expulser les Arabes du pays. Cette procédure qui fut particulièrement intense dans les années qui suivirent la guerre de 48 avait pour but de "nettoyer" les régions frontalières et d'ouvrir la voie à la colonisation juive. Par exemple, Ashkelon, près de la frontière avec la bande de Gaza, était un village arabe. Un matin de l'été 1950, l'armée israélienne pénétra dans le village, entassa ses habitants dans des camions, les déchargea à la frontière avec Gaza, et leur ordonna de fuir. La nouvelle ville d'Ashkelon, vide de tout Arabe, s'est alors construite. De 1949 à 1951, les villages arabes suivants ont été vidés de leurs habitants par des méthodes semblables : Rama, Kfar Bar'am, Anan, Kafr Yasif, Qatiya, Hisam, Jauneh, Ghabasiya, Batat, Mijdal et treize autres villages de la région de Wadi Ara.

Dans certains cas , des Arabes en appelaient à la législation israélienne pour obtenir des réparations à la suite des méfaits du pouvoir militaire. Dans certains cas ils obtinrent même gain de cause de la part de la Cour Suprême israélienne, mais inutilement, parce que les décisions de la Cour étaient simplement outrepassées par les militaires qui disposaient "du droit" d'agir à l'encontre des décisions de la Cour, à titre de "sécurité". Deux des plus connus de ces cas concernent les villages de Bir'am et Aqrat. Bir'am fut déclaré région "fermée" d'après les Lois d'Exception. En conséquence les habitants furent expulsés. Ils firent appel à la Cour Surpême qui publia un jugement en septembre 53, établissant leur droit à revenir au village. Le 16 septembre 53 les forces aériennes israéliennes réduisent à néant le village en le bombardant. Les terres du village furent allouées, pour être cultivées, à des colonies juives voisines. Le village d'Aqrat fut occupé par les forces sionistes en octobre 48. (Il n'y eut aucune résistance de la population). Le 5 novembre 1948 il fut intimé aux villageois l'ordre de quitter la région pour une période de deux semaines jusqu'à ce

que soient terminées les opérations militaires dans la région. Durant les 18 mois suivants les villageois négocièrent avec les autorités qui leur refusèrent le droit de revenir au village. Les Arabes convaincus finalement que les militaires n'avaient aucune intention d'annuler l'ordre d'évacuation, en appelèrent à la Cour Suprême. Vers la fin juillet 1951, la Cour décida qu'aucune raison légale n'empêchait le retour des villageois. Alors les villageois demandèrent aux militaires la permission de revenir. Ils furent orientés vers le Ministère de la Défense qui les renvoya au Gouverneur Militaire. Ils décidèrent une deuxième fois de faire appel à la Cour Suprême et le cas fut examiné le 6 février 1952. Mais le jour de Noël 1951 l'armée israélienne dynamita systématiquement chaque maison du village. Les terres du village furent remises

Policier israëlien en action lors d'une manifestation

Mais la saisie des terres arabes - pilier le plus fondamental de la tentative sioniste - était trop importante pour n'être entreprise que sous les Lois d'Exception. Ainsi ces lois furent complétées par plus d'une douzaine de décrets sur l'expropriation des terres. Il est à remarquer qu'aucune de ces lois ne se réfère explicitement à la saisie des terres arabes. : ce serait anti-démocratique. Il y a néanmoins des moyens de désigner "arabe" sans mentionner "arabe", de la même manière qu'on peut persécuter les Juifs en développant une lutte contre "les cosmopolites déracinés". Donnons un exemple : la Loi sur l'acquisiton de propriétés de personnes absentes, adoptée en 1950. Le but déclaré de cette loi était de remettre la propriété d'absents à un "gardien des propriétés d'absents", appointé selon la loi. En apparence, c'était tout à fait raisonnable. L'astuce résidait dans la définition d'un "absent". La loi stipulait que "toute personne citoyenne de la Terre d'Israël qui avait quitté sa résidence sur la Terre d'Israël" pendant et immédiatement après la guerre de 48 était un "absent". L'intention exacte de cette définition était limpide. En grand nombre, les paysans arabes de Palestine ne furent pas directement impliqués dans la guerre de 48 (c'était le résultat du caractère réactionnaire de la direction arabe de l'époque, opposée volontairement à toute mobilisation massive des Palestiniens). Ainsi, quand la guerre atteignit les villages, de nombreux paysans firent ce que tout paysan non politisé et non armé fit toujours lorsque les envahisseurs pénétraient sur leurs terres: ils les quittèrent, espérant revenir à la fin des combats. Mais il s'agissait d'un nouveau type de guerre. Ces paysans découvrirent, lorsqu'ils tentèrent de revenir chez eux, qu'ils avaient été déclarés "absents" et leurs propriétés confisquées. En d'autres termes, si un paysan avait fui vers un village voisin durant la guerre de 48, il pouvait être déclaré "propriétaire absent" en 1950; ou alors il pouvait être empêché de retourner dans son village pour des "raisons de sécurité" et ainsi être déclaré "absent" parce qu'il ne se trouvait pas sur sa terre pour la cultiver. Pour assurer une application en douceur de cette loi, les ajouts suivants furent faits : l'absentéisme est déterminé par un décret du gardien de la propriété des absents et le "gardien n'a pas à rendre de comptes sur les sources d'information qui l'ont conduit à prendre une décision en vertu de cette loi". En d'autres termes, le "gardien" qui est l'Etat d'Israël, a le droit de déclarer quiconque absent et les raisons de cette décision ne peuvent être mises en question.

Un dernier point. Si par une étrange coïncidence il apparaissait qu'une erreur avait été commise, que quelqu'un avait été déclaré incorrectement absent, que se passerait-il avec une définition aussi large ? Cette éventualité est prévue, car la loi stipule : "Aucun accord conclu entre le gardien et une autre personne en connection avec la propriété que le gardien croit être une propriété d'absent au moment ou l'accord est conclu, ne peut être invalidé, mais doit être maintenu de force, même s'il est prouvé ultérieurement qu'une telle propriété n'était pas propriété d'absent en ce temps".

Au cas où il y aurait un doute sur ce qui est impliqué dans cette structure législative kafkaïenne : le vol institutionnalisé à une grande échelle, voici une citation de l'Annuaire de 1959 du Gouvernement israélien **"propriété villageoise**

ment israélien : "La "propriété villageoise" appartenant à tous les Arabes absents, qu'ils soient absents du pays ou vivant en Israël, "acquise" par le gardien de propriétés d'absents, comprend quelque trois cent villages abandonnés ou semi-abandonnés d'une superficie totale de 3 millions et demi de dunams. La propriété agricole comprend 80.000 dunams de plantations d'orangers et plus de 200.000 dunams de vergers... La propriété urbaine comprend 25.416 bâtiments consistants en 57.487 appartements résidentiels, de 10.729 magasins et ateliers d'industrie légère. "(Cité par Sabri Geries dans "The Arabs in

Israël" p. 61). Sur les 370 entreprises urbaines et rurales constituées entre 1948 et 53, un total de 350 furent créées sur des terres arabes "abandonnées". Pour 1954 plus d'un tiers de la population juive d'Israël vivait sur des terres confisquées et presque un tiers des nouveaux immigrants vivait dans des quartiers urbains "abandonnés" par les Arabes.

La dernière grande vague de confiscation de terres arabes en Israël s'est produite durant les années 60. Alors, le Gouvernement avait garanti que ce serait la dernière vague. Il n'est pas surprenant que les Arabes de Galilée aient réagi avec rage cette année-là, quand le Pouvoir fit connaître les plans de saisie de 1575 acres de terre possédées par les Arabes en Galilée pour la construction d'écoles, d'appartements et d'usines réservées aux Juifs. Les saisies de terres prévues font partie d'un plan du Gouvernement pour "judaïser la Galilée" (c'est le terme officiel), c'est-à-dire pour accroître la population juive de Galilée de 60.000 à 300.000 habitants dans les dix années à venir. C'est là tout le sionisme : s'assurer que "pas un village, pas une tribu" arabe ne reste sur la Terre d'Israël.

Une oppression sociale systématique

Les Lois d'Exception et l'arsenal de lois sur la saisie des terres constituent deux des moyens centraux de l'oppression systématique des Arabes en Israël. Mais les institutions sociales qu'elles incarnent étendent cette oppression à pratiquement tous les aspects de la vie. Cette oppression commence au niveau le plus bas. Elle interdit aux Arabes de vivre dans des secteurs entiers de l'Etat : "Tout d'abord, comme dans le cas de toute minorité persécutée, où les non-Juifs sont-ils autorisés à vivre au sein de l'Etat juif ? La réponse est que dans la plupart des lieux ils n'ont purement et simplement pas le droit de vivre. La majorité des terres en Israël appartiennent à l'Etat qui les a soumises au règlement interdisant à un non-Juif d'y vivre. Il lui est inderdit d'y construire une maison, il lui est interdit d'y louer un appartement, il lui est interdit d'y ouvrir une affaire, bref, il lui est interdit d'y vivre. Cela est d'autant plus cruel que la majorité des terres sur lesquelles ces lois ségrégationnistes sont appliquées appartiennent à ces mêmes Palestiniens qu'on définit officiellement en Israël comme non-Juifs, et leur ont été arrachées. Ils sont ainsi privés, même en tant que citoyens de "l'Etat juif" du droit de jouir des terres de "leur" Etat. Ainsi il existe en Israël des villes entières - Carmiel, Nazareth-Illit, Hatzor, Arad, Mitzteh-Ramon, et d'autres - où la loi interdit formellement aux non-Juifs d'habiter. Là où la majorité des terres est propriété privée, comme à Jérusalem, Tel-Aviv ou Haïfa, l' "Etat juif" fait ce qu'il peut et ne construit que des quartiers ségrégués où les "non-Juifs" n'ont pas légalement le droit d'habiter". (Israël Shahak, président de l'Association de la ligue israélienne des droits de l'homme et du citoyen dans son livre "Le racisme de l'Etat d'Israël", édition Guy Authier, Paris 1975, p. 56-57). En fait, dans tout Israël il n'y a que six villes (et quelques villages) avec une population arabe et juive mélangée : Haïfa, Jérusalem, Jaffa, Acre, Rameleh et Lod.

Dans les cas où le pouvoir trouve indésirable pour des raisons de relations publiques, d'empêcher formellement des Arabes de jouir des bénéfices de lois édictées pour les Juifs, il s'arrange pour inventer des "mots-code", des mots qui définissent un Arabe de manière non explicite. C'est une pratique standard dans le monde moderne, où le racisme est largement discrédité. Par exemple, l'une des préoccupations les plus pressantes de la classe dirigeante sioniste est le fait que le taux de natalité des Arabes est bien plus élevé que celui des Juifs (à cause du statut social et économique plus élevé de la population juive). Les 133.000 Arabes qui restèrent en Israël en 1948 sont devenus au-moins 400.000 en 1975. L'annexion formelle de la Jérusalem arabe augmenta encore plus la population arabe, et l'annexion graduelle des territoires occupés à la suite de l'agression de 1967 l'augmente encore davantage. A nouveau il y a tout simplement trop d'Arabes. L'un des moyens utilisés par la classe dirigeante pour affronter ce problème était de passer une série de lois garantissant des subsides aux familles nombreuses - un stimulant monétaire pour accroître le taux de natalité. Il était considéré indésirable de restreindre formellement ces avantages aux Juifs car ce serait trop évidemment raciste. Le problème fut résolu de la manière suivante : les subsides aux familles nombreuses furent liés à une loi d'aide "aux anciens combattants". Un "ancien combattant" est toute personne ayant servi dans quelque unité des forces armées ou dans quelque organisation para-militaire existant avant 1948. Il se trouve justement que le service militaire est obligatoire pour tous les Juifs en Israël, hommes et femmes, et que 99 % des Arabes (le 1 % restant sont les Druzes) se voient interdire de servir dans l'armée pour "raisons de sécurité". Ainsi les subsides aux familles touchent 99 % de la population juive et excluent 99 % de la population arabe. Une technique identique est utilisée sur une large échelle pour refuser l'emploi aux Arabes. Une lecture rapide des offres d'emploi dans un quotidien israélien démontre que presque toutes les offres d' d'emploi, à l'exception des travaux de manoeuvres (et même souvent dans ce cas) exigent que le demandeur ait "accompli ses obligations militaires".

L'oppression s'étend aussi à l'éducation et à la culture. L'enseignement supérieur n'est dispensé qu'en hébreu, bien que l'arabe soit reconnu comme l'une des langues officielles de l'Etat israélien. Sur 40.000 étudiants en Israël, au maximum un millier sont Arabes. La situation dans les écoles secondaires est à peine meilleure. Là, l'intention est de nier aux Arabes toute connaissance de leur histoire et de leur

culture propres, riches comme elles le sont, et de leur distiller à la place l'admiration pour les réalisations des Juifs. Au cours des quatre années de l'enseignement secondaire un total de 32 cours sont dédiés à l'histoire et à la civilisation arabes; 384 cours sont dédiés à l'histoire juive. Et pour l'enseignement élémentaire, Sagri Geries résume le programme officiel comme suit :"au cours élémentaire de cinquième année, 10 heures sont consacrées à l'histoire des Juifs contre 5 heures à l'étude de la Péninsule arabe.; alors qu'au cours de la sixième année l'histoire de l'Islam se voit consacrer 36 cours sur un total de 64 pour toute l'histoire arabe jusqu'à la fin du XIIIème siècle ... Au cours de la septième année, l'histoire arabe n'est plus du tout enseignée, alors qu'un sixième de l'année scolaire est consacré à l'étude des relations entre les communautés juives de l'étranger avec Israël, tandis que dans la huitième et dernière année 10 cours sont consacrés à l'histoire arabe du XIXème si siècle à aujourd'hui, contre 30 à l'étude de l'histoire de l'Etat d'Israël".

Une solution révolutionnaire

Un certain nombre de conclusions politiques importantes découlent de la situation des Arabes dans la société israélienne. En premier lieu, toute réforme structurelle importante pour améliorer le statut met en question l'existence même de l'Etat sioniste. Aussi longtemps qu'Israël demeure un Etat dont le but est de "rassembler" les "éxilés" de la "nation juive" actuellement dispersés dans le monde , il est impossible de redonner leur terre aux Arabes, il est impossible de leur permettre de vivre où ils veulent dans les frontières de l'Etat. Il est impossible de leur garantir les mêmes droits à l'emploi, il n'est même pas possible de réduire le chauvinisme grossier qui caractérise le système d'enseignement, car cela encouragerait tout simplement le développement de la conscience chez les Arabes israéliens qui appartiennent à la nation arabe et en sont une composante logique de la lutte pour la libération nationale et sociale. Faire des Arabes les égaux des Juifs en Israël reviendrait à priver Israël de son caractère d'Etat juif, c'est-à-dire à le "désioniser". Pour la classe dirigeante sioniste cela équivaudrait à son extinction, ce qui est ouvertement admis par ses représentants les plus honnêtes. "Nous sommes une génération de colons" déclarait Moshe Dayan en 1956, "et sans le casque d'acier et le canon, nous ne pouvons planter un arbre ou construire une maison". Le même Moshe Dayan, dix ans plus tard, parlant devant un groupe d'étudiants juifs américains venus visiter le Golan déclarait : "Pendant les cent dernières années notre peuple s'est engagé dans la construction de la nation, s'est agrandi, a rallié davantage de Juifs, a fondé davantage de colonies pour repousser les frontières. Aucun Juif ne doit dire que ce processus est arrivé à terme. Aucun Juif ne doit dire que ce terme est proche". La manière dont Yosef Almogi, dirigeant de l'Agence juive (qui a tiré les plans pour la "judaïsation de la Galilée"), a répondu à la grève générale des Arabes du 30 mars, est symbolique : "Il va nous falloir accélérer la réalisation du projet".

Les mains liées par une corde, un jeune Arabe est emmené par des soldats israëliens armés au cours d'une manifestation à Sakhnin.

La mobilisation des Arabes d'Israël représente un tournant dans la situation politique israélienne. Elle marque la fin de la passivité politique des Arabes. C'est une certitude que la réponse

de la classe dirigeante sera l'intensification de la répression; il n'y a pas d'autre alternative possible. Jusqu'à ce jour, la direction des Arabes d'Israël a été le monopole du Rakah, le Parti communiste. La raison de cette hégémonie du Rakah réside dans le fait que la défense systématique des droits des Arabes fut son oeuvre et qu'il a obtenu des victoires limitées dans ce domaine. Mais le Rakah ne met pas en question l'existence de l'Etat sioniste. Fidèle à la diplomatie du Kremlin , il préconise la reconnaissance par les Arabes des "frontières sûres" pour l'Etat d'Israël en échange du retrait israélien de parties des territoires occupés en 1967. L'adoption par la direction de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) d'une orientation semblable a jeté les bases pour un bloc potentiel du Rakah avec l'OLP et particulièrement avec les secteurs de l'OLP dont l'orientation politique est la plus proche de celle du Rakah. L'activité politique du Rakah au sein de la mobilisation des Arabes en Israël possède un double but : d'une part, s'assurer que les Arabes d'Israël ne soient pas attirés par une perspective révolutionnaire socialiste telle que celle portée par la Ligue Communiste Révolutionnaire (Matzpen-Marxiste), organisation qui regroupe les militants de la IVème Internationale en Israël; d'autre part, renforcer ce courant au sein de l'OLP incarné par le Front Démocratique pour la Libération de la Palestine, dirigé par Nayef Hawatmeh. Le projet à plus long terme est un retrait israélien de Cisjordanie et l'installation consécutive d'un Etat-croupion palestinien sur ce territoire. Au cas où cela se produirait, le Rakah en tant que Parti communiste israélien et les représentants des Arabes israéliens établiraient des relations étroites avec l'aile "marxiste-léniniste" autoproclamée par l'OLP (le FDPLP principalement) et cela deviendrait le parti communiste de ce nouvel Etat.

Le problème avec cette perspective - mis à part le fait qu'il n'existe aucune indication de la part de la classe dirigeante israélienne qu'elle ait la moindre intention d'un retrait d'une partie substantielle de la Cisjordanie - c'est qu'elle n'offre aux Arabes d'Israël aucune possibilité véritable d'améliorer leur statut actuel dans de notables proportions. Au contraire, elle les conduit dans une impasse, car il n'y a aucun espoir de voir leur situation modifiée en Israël aussi longtemps qu'Israël demeure un Etat sioniste.

Une alternative existe. Elle commence avec la compréhension que la caractéristique véritable du sionisme, qui est en fait un colonialisme d'expulsion, a aussi donné naissance à une force qui peut devenir potentiellement une arme décisive dans la destruction du sionisme. L'Etat sioniste combine les aspects de trois types différents d'Etat capitaliste. En tant qu'Etat fondé par des colons, c'est un instrument pour l'obtention et le maintien de privilèges pour les Juifs israéliens de toutes classes (et pour les Juifs qui immigrent de partout) au détriment immédiat des Palestiniens. En tant qu'Etat client de l'impérialisme, c'est un avant-poste dans le monde arabe de la lutte de l'impérialisme contre la révolution arabe. Mais l'Etat sioniste est aussi un Etat-nation capitaliste, un instrument dans les mains de la classe dirigeante juive israélienne pour l'exploitation économique de la classe ouvrière juive israélienne. L'existence d'un prolétariat juif israélien avec des intérêts de classe qui sont en conflit direct avec ceux de la classe dirigeante distingue Israël d'Etats comme l'Afrique du Sud où l'oppression nationale se superpose intégralement à l'oppression sociale. En dernier lieu, l'isolement d'Israël du monde arabe va à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière juive israélienne qui paye cet isolement par une crise économique accrue, par la militarisation de la vie en Israël, par la dépendance à l'égard de l'impérialisme et la série ininterrompue des guerres engendrées par l'expansionnisme inhérent à la nature du sionisme. Le développement inéxorable et à long terme de la révolution arabe rendra le maintien du système actuel de privilèges toujours plus coûteux pour les Juifs israéliens, et particulièrement pour le prolétariat de ce pays, du point de vue des pertes humaines comme du point de vue de l'accroissement du taux d'exploitation de la main d'oeuvre nécessaire à l'économie capitaliste militaire, le tout dans le contexte de la crise internationale du système capitaliste.

La solution qui s'impose alors non seulement aux Arabes mais aussi au prolétariat juif israélien est le démantèlement de l'Etat sioniste et son intégration dans un Orient Arabe Socialiste. Au cours de la lutte pour cet objectif une série de revendications démocratiques à caractère transitoire dans le contexte israélien peuvent mobiliser les Arabes d'Israël dans une lutte révolutionnaire contre l'Etat sioniste, et qui servent les intérêts objectifs de la majorité des Juifs israéliens eux-mêmes. Elles comprennent l'abrogation de toutes les lois et pratiques conférant des privilèges aux Juifs, à commencer par la Loi du Retour, qui garantit la citoyenneté automatique à tous les Juifs qui veulent immigrer; le rapatriement de tous les Palestiniens au sein du territoire actuel de l'Etat d'Israël; la rupture de tout lien financier et politique avec les communautés juives dans le monde. La revendication du retrait immédiat et inconditionnel de tous les territoires occupés en 1967 doit être rattachée aux précédentes. Il ne fait aucun doute qu'un tel programme représente les intérêts objectifs des Arabes d'Israël et correspond aussi à leurs préoccupations. Il est aussi incontestable qu'un tel programme n'est défendu aujourd'hui que par une très petite minorité de la population juive israélienne. En même temps il possède la possibilité de convaincre un nombre grandissant de Juifs israéliens, car la seule alternative est la guerre sans fin avec le monde arabe et, actuellement, l'extension du conflit violent avec plus de 400.000 Arabes soi-disant citoyens de l'Etat juif.

SRI LANKA

GREVE GENERALE

De manière claire et tangible, le 20 février 1976 a vu renaitre la combativité de la classe ouvrière après que ses premières manifestations apparurent à la fin de 1975. Ce sont cinq années de calme social relatif consécutives à la répression sanglante du printemps 1971 du Janatha Vimukhti Peramuna (Front de Libération Populaire) qui se voient ainsi surmontées dans leurs effets paralysants.

En ce 20 février 1976, la classe ouvrière de toute l'île a repris un cours offensif contre la domination capitaliste. L'indignation grandissante mais retenue de la classe ouvrière contre les méthodes réactionnaires et répressives du gouvernement à l'encontre des luttes ouvrières en général et en particulier contre la grève des employés de l'imprimerie nationalisée, explosa massivement lorsque les travailleurs appartenant à la plupart des syndicats du pays, dont le Ceylon Mercantile Union (CMU), luttèrent coude à coude au cours de cette première action de front unique depuis le 5 janvier 1962.
La grève s'est étendue à toute l'île et la classe ouvrière ceylanaise a démontré une fois de plus que les différences de race, de religion et d'appartenance communautaire ne la divisent pas.

L'état d'esprit de la classe ouvrière s'était manifesté à l'occasion de discours militants tenus lors de la réunion du Conseil Général du CMU le 17 février. La salle de la réunion était bondée de délégués. Orateurs après orateurs défilèrent à la tribune pour soutenir la proposition faite par le Comité Exécutif du syndicat de participer à la grève non seulement en soutien à la lutte des employés de l'imprimerie nationalisée et contre l'emploi des lois d'exception par le gouvernement contre cette lutte, mais pour exiger le retrait du Décret de réquisition des services fondamentaux (Essential Services Order) qui arrachait le droit de grève fondamental à la classe ouvrière.

Quand bien même des syndicats importants ne participèrent pas à cette grève, dont ceux des plantations et des banques, l'effet de paralysie fut total dans les transports par route, air et chemin de fer, sur les circuits de distribution du carburant et les secteurs clés de l'industrie et du commerce, aussi bien dans le secteur public que privé.

Au Ministère des Transports (Ceylon Transport Board), la grève a été la plus efficace de toutes celles connues dans ce secteur. Jamais ne s'était produite une telle unité dans tout le pays de la lutte de tous les employés du CTB. La grève de ce secteur en 1962 n'avait pas atteint le degré de participation et d'organisation manifesté le 20 février 1976. De même, aux chemins de fer, il ne pouvait y avoir de plus grande preuve de caractère absolu de la grève que le vide parfait durant toute la journée des gares de Fort et de Maradana.

Dans le port de Colombo, les bateaux étaient abandonnés par les 15.000 travailleurs qui en constituent la force de travail. Il en était de même pour les ports de Galle et de Trincomalee. Les entreprises d'Etat qui emploient des milliers de travailleurs, Compagnie d'Assurances, Compagnie Mécanique d'Etat, Compagnie Nationale du Textile, Compagnie de la Sidérurgie, étaient toutes fermées.

La plupart des usines du secteur industriel privé, notamment à Ratmalana et à Jaela, étaient touchées par la grève. Les filatures et tissages de Wellawata furent totalement affectées par la grève. Les principaux établissements d'exportation de thé, de caoutchouc, de fibres, comme les messageries maritimes, se voyaient dans l'incapacité d'entreprendre aucune activité. L'impact de la grève sur la population fut si évident que la faible tentative du gouvernement d'alléguer qu'elle n'était pas vraiment efficace, ne servit qu'à élargir davantage le fossé séparant le peuple du gouvernement. Une telle stupidité laisse songeur.

réactions d'affolement chez les patrons

A la suite de cette journée du 20 février 1976, différents incidents se produisirent. Les plus sérieux eurent lieu à la Compagnie d'Etat des Textiles à quelques 55 kilomètres de la capitale, Colombo; depuis le 23 février, l'usine avait été lockoutée, le président et un membre de la section d'entreprise du CMU avaient été arrêtés. Du matin au soir du 21 février, les ouvriers avaient forcé les membres de la maîtrise à s'excuser pour ne s'être pas ralliés à la grève la veille. Le directeur général fut séquestré dans son bureau toute la matinée. Il fit appel à l'armée qui envoya dès 9h30 un camion plein de soldats armés de mitraillettes. Les ouvriers firent un barrage de leurs corps et leur dirent de tirer. D'autres ouvriers commencèrent à lapider les soldats. Ces derniers durent se retirer et les portes de l'usine furent fermées. Alors les ouvriers en colère exigèrent que le directeur général vienne devant eux expliquer pourquoi il avait fait appel à l'armée. Il fut obligé de s'exécuter et il dût expliquer qu'il n'avait pas demandé à l'armée de pénétrer dans l'usine, mais il admit qu'il lui avait fait appel; il dût s'en excuser devant les ouvriers rassemblés. De nouveaux incidents se produisirent dans la journée, lorsqu'une voiture de la police arriva à l'usine vers 10h30. Les policiers se virent aussi obligés de quitter les lieux sur l'injonction des ouvriers. La direction annula les heures supplémentaires du dimanche suivant et le lundi les portes de l'usine étaient fermées et tout le personnel de l'usine, soit environ 4000 employés, était lockouté. Les autobus allant vers l'usine étaient arrêtés par la police qui assaillit les passagers qui protestaient.

Ce 20 février est une date dans la lutte qui oppose la classe ouvrière de Ceylan à ses exploiteurs. Cinq années de répression ouverte ou insidieuse n'ont pas pu paralyser la classe ouvrière, désintégrer ses organisations de lutte. Déjà, à la fin de l'année

passée, cette renaissance de la combativité et de la capacité d'offensive de la classe ouvrière s'était manifestée clairement.

Le 16 décembre 1975, c'était plus de dix mille membres du CMU qui manifestaient dans Colombo et dans sa banlieue après avoir arrêté le travail durant une heure. Leurs mots d'ordre étaient : "Réinstallation des travailleurs des engrais dans leurs emplois", "7 mois de lutte des ouvriers de Hunupitiya", "arrêt du lockout !", "arrêt de l'emploi des jaunes !" 500 ouvriers de la Compagnie des Engrais de Ceylan avaient adhéré au CMU en mars 1975, et aucun d'entre eux par la suite n'eut droit aux primes, aux vacances hebdomadaires, aux assurances, aux absences payées, etc... Ces mêmes ouvriers se virent refusés leurs emplois à partir du 4 juin 1975, quand ils retournèrent au travail après une grève qui commença le 22 avril 1975. C'est pour attirer l'attention sur ces faits que les arrêts de travail et les manifestations eurent lieu. Ces manifestations sillonnèrent tous les quartiers de la ville ainsi que les secteurs industriels de la banlieue. Puis, le 4décembre, 250 ouvriers, certains avec leurs femmes et enfants, pénétrèrent dans les locaux de la Compagnie avec leurs banderolles : "restauration des emplois", "restauration des droits des ouvriers". L'usine était occupée. Les jaunes furent transportés précipitemment dans une autre usine de la Compagnie. Le même jour une centaine de travailleurs pénétrèrent dans les bureaux tout neufs du Ministère dont dépend cette Compagnie des Engrais de Ceylan. Les ouvriers s'engouffrèrent dans les escaliers et les couloirs lustrés de ce qui fut jadis le Bâtiment de l'Association des Planteurs. Les ouvriers ne quittèrent les lieux que lorsque leur fut assuré qu'une rencontre aurait lieu entre le Ministère et des représentants des grévistes.

le nouvel essor de la combativité

C'était aussi le 2 janvier 1976 que 2000 ouvriers des filatures et tissages de Willawate quittèrent leur travail et occupèrent spontanément les bureaux de la Compagnie pour exiger le paiement des primes de 1975. Deux années auparavant, les ouvriers de cette même entreprise avaient subi une défaite profonde après quatre mois de lutte contre les réductions d'effectifs et les licenciements. La débâcle de la lutte se solda par des limitations violentes du droit syndical et de toute activité. L'usine fonctionnait à la trique. Ce 2 janvier 1976, le vice-président et le directeur général de la Compagnie furent bloqués dans leurs bureaux et durent discuter; la délégation des ouvriers envoyée pour discuter n'incluait aucun membre du syndicat principal de l'entreprise, contrôlé par le PC-Moscou. La discussion tourna court et la colère ouvrière monta encore plus. Les ouvriers huèrent les patrons. Devant l'interdiction qui leur était faite de réunir toute la direction ou de quitter les locaux de l'entreprise avant qu'un accord intervienne, les dirigeants téléphonèrent au siège du CMU pour demander à son Secrétaire Général, B. Tampoe, de se déplacer dans le quart d'heure suivant puisqu'ils étaient séquestrés par les ouvriers. A son arrivée à l'usine, Tampoe réunit les membres du CMU pour affronter la situation. Des détachements armés de la police durent battre en retraite. Un accord intervint pour le versement des primes aux travailleurs et employés de l'entreprise, et il fut exigé qu'aucun ouvrier ne serait poursuivi par la suite. Alors que le dirigeant du syndicat pro-PC-Moscou de l'entreprise se vit empêché de parler lors du rassemblement des travailleurs à la sortie de l'usine, ces derniers hissèrent B. Tampoe sur une plate-forme pour qu'il s'adresse à eux. Le résultat immédiat de ce conflit fut l'adhésion d'un millier de travailleurs au CMU.

Ces étapes de la remontée de la combativité des travailleurs montrent que la confiance est revenue dans les rangs de la classe ouvrière, que la terreur consécutive aux massacres de 1971 qui avait figé les ouvriers, qui les avait divisé selon que leurs syndicats appartenaient à divers partis gouvernementaux, ou n'appartenaient à aucun d'entre eux, a perdu son pouvoir d'affaiblissement du mouvement ouvrier. En même temps, il apparait en toute clarté que ceux-là des ouvriers qui durant ces cinq dernières années ont maintenu leur indépendance de classe à l'égard des partis de la coalition gouvernementale (SLFP-LSSP-PC) (1) et ont tenu ferme dans leurs syndicats indépendants face à la répression généralisée, sont aujourd'hui assez prêts, endurcis, pour affronter le régime au pouvoir. Ainsi, la place occupée par le CMU sur le plan syndical comme sur l'échiquier politique, lui confère un rôle combiné, politique et syndical, et en fait un élément central de la lutte de classe dans l'île. Que cette même organisation et le Parti Marxiste Révolutionnaire (section de la Quatrième Internationale) organisent de front la Campagne pour les Libertés Politiques en 1976 à laquelle des centaines d'ouvriers ont déjà apporté leur adhésion active, démontre aussi que toute action revendicative dans la période qui s'ouvre possède son débouché politique et doit isoler toujours davantage un gouvernement dont la base sociale va en s'effritant. Revendiquer "la levée de toutes les restrictions sur la libération des prisonniers politiques par le gouvernement", "la levée de toute interdiction imposée aux organisations et groupes politiques" et "l'arrêt de toute discrimination et de toute chasse aux sorcières", revient à combattre pour des conquêtes que le mouvement ouvrier ceylanais doit obtenir par lui-même, afin d'élargir sa surface d'attaque contre le gouvernement.

(1) SLFP : Sri-Lanka Freedom Party
LSSP : Lanka Sama Samaja Party

Les nôtres

ettore salvini

Le camarade Ezio Ferrero (Ettore Salvini) est mort tragiquement, dans un accident d'auto, à Milan, dans la nuit du 13 au 14 mars. Le camarade Salvini est connu par les lecteurs d'Inprecor comme l'auteur de plusieurs articles sur l'économie soviétique et sur les problèmes économiques et politiques italiens. Au moment de sa mort, il travaillait sur un article concernant la politique étrangère du brejnevisme, qui aurait dû être publié dans notre dossier sur l'Union Soviétique dans Inprecor No. 47-48 du 1er avril 1976.

Le camarade Ezio Ferrero tait né à Turin en 1938. Dès son plus jeune âge, il était devenu communiste et avait adhéré à la Fédération des Jeunesses du PC. En 1956 il se trouvait à Moscou pour étudier à l'Université, où il resta jusqu'en 1959. A plusieurs reprises, grâce à sa profession, il eut l'occasion de retourner en Union Soviétique, acquérant ainsi une connaissance particulière de ce pays. Toujours à cause de sa profession, il put en outre visiter beaucoup d'autres pays, parmi lesquels les Etats-Unis et la Chine. C'est ainsi, qu'Ezio a pu accumuler une importante expérience internationale, qui lui permit de développer des analyses par des analyses, inscrites dans une vision globale.

Peu après son retour d'URSS en 1959, Ezio, sur la base de ce qu'il avait vu à Moscou, comme des études qu'il avait pu faire, commençait à devenir plus mûr quant à ses positions critiques de gauche antibureaucratiques. De cette manière s'est ouvert le chapitre de sa collaboration à des publications telles que "La Nouva Generazione", "Città Futura" et "La Sinistra". En 1962, il était parmi les promoteurs de la maison d'éditions Samona et Savelli.

Très tôt, Ezio a fini par se rapprocher des positions du marxisme-révolutionnaire, trouvant ainsi une réponse à toutes les questions qu'il avait commencé à se poser lors de son séjour en URSS et au cours de son militantisme au sein de la FGCI (1) et du PC. Comme débouché logique de son premier itinéraire politique, Ezio adhérait à la IVème Internationale en 1961. A partir de ce moment, Ezio commençait à militer aux GCR (Gruppi Communisti Rivoluzionari), tant au niveau local - Turin, Rome, Milan - qu'à l'échelle nationale. Pendant de nombreuses années il fut membre du Comité Central, et à plusieurs reprises il fit partie du Secrétariat national et collabora étroitement avec le Bureau politique des GCR. En 1963, il a été élu délégué du VIIIème Congrès Mondial de la IV° Internationale.

Au cours de son militantisme, il eût l'occasion d'assumer, dans certaines situations, des tâches confiées par les organismes dirigeants de l'Internationale.

Le camarade Ezio a collaboré fréquemment par des articles et des essais, aux publications des GCR ("Bandiera Rossa" et "Quarta Internazionale"), et de l'Internationale ("Quatrième Internationale" et "Inprecor" plus particulièrement), signant ses contributions avec les pseudonymes de Sandro Montovani d'abord, et de Ettore Salvini ensuite. D'autres de ses essais et de ses articles sont parus dans divers journaux italiens ("Quaderni Piacentini", par exemple, avec le pseudonyme de E. Sicco) et étrangers.

Le camarade Ezio alliait aux qualités intellectuelles des qualités humaines qui lui avaient procuré l'estime sans réserve de tous ceux qui le connaissaient, un grand respect et l'affection de la part de ses camarades. Ce qui frappait le plus chez lui était la combinaison des qualités diversifiées, une grande intelligence politique et une acuité d'analyse avec une sensibilité tactique et une compréhension des problèmes organisationnels. Et ses grandes qualités humaines nous contraignaient tous - même celui qui se trouvait éventuellement en desaccord avec lui - à prendre sérieusement en considération ce qu'il soutenait. Beaucoup parmi les plus jeunes militants des GCR, finalement, ont eu l'occasion d'apprécier profondément sa lucidité et sa conscience du marxisme-révolutionnaire lors des nombreux cours pour cadres auxquels Ezio, au niveau local et national, a toujours apporté une contribution déterminante.

Pour les GCR, pour la IVème Internationale, pour "Bandiera Rossa", pour nous tous, la disparition du camarade Ezio est une perte très grave que nous ne pourrons réparer de sitôt. Ezio a vécu et a été parmi nous avec toute la passion, la décision et l'intelligence d'un militant communiste révolutionnaire, d'un militant communiste internationaliste. Ses camarades, l'organisation qu'il s'est efforcé de construire, ne l'oublieront jamais.

(1) fédération des jeunesses communistes italiennes

Editeur responsable Renê Groslambert, 34 rue Nothomb, 1040 Bruxelles